

EURONEWS

Edition française



N° 33 Novembre 2009

<http://www.european-catholic-people.eu>

Personne chargée de la publication:

Hugo Castelli, Añastro 34, 28033 Madrid hccastelli@hotmail

Table des matières

	Editorial	3
	Composition des membres et officiers du Réseau européen Eglises et Libertés	4
	Organisations membres	4
	Organisations affiliées	8
	Membres observateurs	9
	Secretariat du Réseau européen	9
	Sécretaire Général responsable des relations auprès du Conseil d'Europe	9
	Groupe de coordination	9
	Délégués auprès du Conseil d'Europe	9
	Fotos du Rencontre annuel de Londres	website
	Ecoféminisme par Anne Primavesi	11
	La Plateforme du Parlement européen pour la laïcité en politique	13
	Rapport du RE sur la session d'été des OINGs au Conseil d'Europe	16
Ang	La session d'hiver de la Conférence des OINGs au Conseil d'Europe	20
	Lettre du RE aux évêques centroaméricains sur les droits des femmes	21
	Lettre du RE à l'Institut Catholique de Paris contre le projet de nombrer <i>Honoris Causa</i> au Cardinal Maradiaga et à Michel Camdessus	24
	Rapport de Catholics for Choice sur la violence aux femme en Mexique	26
	Atelier Afrique: Nouvelles d'Afrique. IbdeM s'affilie à PCQVP	27
	<i>Petition Vaticanum</i>	29
Ang	La Malaise Nerveuse: Etude de WRK sur l'Eglise et la sexualité (Seulement en anglais)	31
Ang	La Malaise nerveuse: Etude de WRK sur l'Eglise et la sexualité (Résumé) (en anglais et espagnol)	41
	Alicja Tysiac: La femme polonaise qui a fait condamner l'Eglise et l'Etat	43
	Fédération Européenne des Prêtres Catholiques Mariés: Rapport de 2009	44
	Rapport de Martin Saly sur la Rencontre de Vienne des Communautés de base européennes	46
	Les nouvelles des pays	51
	Belgique: Rapport de Pavés	51
	Espagne: 2ème rencontre général de Redes Cristianas,	53
	France: Les réseaux Parvis	55
	Allemagne: Rapport d'automne de Nous Sommes Eglise - Allemagne	56
Ang	Autriche: Rapport annuel 2009 de Nous Sommes Eglise - Autriche	59
	Etats Unies: Présence du RE à la réunion de CTA (Call to Action) en novembre 2009	60

EDITORIAL

Maintes fois dans une vie, la première fois qu'on entreprend une nouvelle activité, la tâche semble presque impossible. C'est mon problème en tant que nouvel éditeur d'Euronews et mon excuse pour présenter en février 2010 l'édition de novembre 2009. Mais ce premier numéro achevé, je trouve que la tâche n'était pas si difficile après tout. L'important est de prévoir aussi tôt que possible tous les articles et de les faire traduire dans les 4 différentes langues dans lesquelles Euronews est édité et il y a tant de volontaires que le travail est fait sans tarder. Je recommande de traduire pour Euronews car c'est un moyen d'apprendre beaucoup sur notre organisation.

Au nom du Secrétariat et du Comité de coordination, je remercie spécialement Valerie Stroud du magnifique travail qu'elle a accompli en nous faisant le cadeau d'un site tout à fait nouveau avec l'adresse d'origine, qui rendra beaucoup plus facile aux membres du Réseau européen la lecture d'Euronews ainsi que la visite des sites les uns des autres. Les visiteurs verront que le RE/EN est une organisation dynamique qui a de l'avenir. Ce numéro 33 d'Euronews sera accessible en simple pdf pouvant être envoyé en version électronique aux organisations membres. Vous pourrez télécharger le tout ou des articles séparément.

Le travail de l'éditeur n'est pas simplement de préparer un compendium de textes des contributeurs réguliers mais aussi d'aller chercher auprès des membres le type d'information que vous voulez trouver dans Euronews, les expériences que votre organisation aimerait partager avec d'autres groupes de différents pays, les campagnes internationales que nous pouvons mener ensemble. Rappelons que nous devons utiliser le mieux possible les excellentes connexions du RE/EN avec la Conférence des ONG international du Conseil de l'Europe, la Plateforme du Parlement européen pour la laïcité et autres organisations similaires qui apprécient le dur travail et la motivation de nos membres au service des droits humains universels.

Je tiens à saisir cette occasion pour rendre hommage de la part du Réseau européen à Louis Fèvre décédé le 11th July 2009. Louis participait régulièrement avec son épouse Edith Kuropatwa, à nos assemblées annuelles jusqu'à ce que sa santé lui interdise de venir à la rencontre de Londres. Louis est né dans une famille de la classe moyenne en 1925 dans le Pas de Calais. Il met à l'épreuve sa vocation d'abord chez les Cisterciens mais doit renoncer pour raisons de santé. Il fait ensuite des études en vue de la prêtrise au séminaire de St Sulpice à Paris. Son premier curé fut un tyran mais Louis survit et devient aumônier de plusieurs groupes d'Action Catholique où il promeut l'idée de discussions dans les retraites. Pour mieux comprendre les participants à ces groupes, Louis étudie la psychosociologie à Louvain et à Bruxelles et c'est dans un de ceux-ci qu'il rencontre Edith. Ils eurent une longue relation platonique avant de se marier. Louis proteste avec force quand Jacques Gaillot fut forcé de démissionner et il devient un des fondateurs de Pavés. Il a écrit plusieurs livres appelant à la rénovation de l'Eglise catholique. Il nous manquera et nous adressons à Edith. nos sincères condoléances .

Ce numéro d'Euronews montre d'une part l'incapacité du Vatican et des évêques à comprendre ce qu'est le Christianisme. Au lieu de s'attacher à défendre les droits des pauvres et des sans-travail et d'accepter un statut égal pour les femmes, ils maintiennent leur position patriarcale et s'efforcent toujours de maintenir un monopole masculin. D'autre part nous avons un intéressant article de Martin Saly (République tchèque) par ses commentaires sur les Communautés de base européennes réunies à Vienne.

Le 6 mai, l'Assemblée annuelle 2010 du RE/EN commencera au centre des Pays-bas. Il y sera question des actions qui s'imposent dans nos paroisses et communautés quand un prêtre ordonné n'est plus disponible. Les temps changent et nous devons aborder ces changements avec optimisme, démocratie et nous faisant une idée de ce qu'aurait été la réaction de Jésus dans ces circonstances.

J'espère que vous apprécierez ce n°33 ainsi que les éditions suivantes et j'insiste sur le besoin qui est le mien d'être guidé par vous, lecteurs

Hugo Castelli

Composition des membres et officiers du Réseau européen Eglises et Libertés

1) Organisations membres

- AUTRICHE** WIR SIND KIRCHE
internet: www.we-are-church.org/at
c/o Hans Peter Hurka, Mosergasse 8/7, A-1090 Wien Austria
tel: +43 1 315 42 00, Fax: +43 1 315 42 00
e-mail: hans_peter.hurka@gmx.at
Contact: Matthias Jakubec, Ulanenstrasse 49, A - 4600 WELS, Austria
tel.: + 43-7242-443 15
e-mail: matthias.jakubec@siemens.com
- BELGIQUE** POUR UN AUTRE VISAGE D'ÉGLISE ET DE SOCIÉTÉ (PAVES)
Boudewijnlaan 37, B-1700 DILBEEK, Belgium
Contact: Edith Kuropatwa-Fèvre,
Boudewijnlaan 37, B-1700 DILBEEK, Belgium
tel.: +32-2-567 0964 / fax: +32-2-567 0964
e-mail: ekf.paves@happymany.net
site web : www.paves-reseau.be
- CATALOGNE** ESGLÉSIA PLURAL
Canuda 37, 08002 Barcelona
contact: Joan Oñate Lamas
tel: +34 607 201 904
e-mail: jonate@esglesiaplural.cat
web: www.esglesiaplural.cat
- FRANCE** DROITS ET LIBERTÉS DANS LES ÉGLISES
68 rue de Babylone, F-75007 Paris, France
internet : <http://droits-libertes-eglises.tk>
Contact: Hubert Tournès, 10 avenue de Provence, F - 44500 LA BAULE, France
tel/fax.: +33 – 2 40 11 98 73 e-mail : hubertournes@orange.fr
- NOUS SOMMES AUSSI L'ÉGLISE
68 rue de Babylone F 75007 PARIS
internet : <http://www.nsaefr>
Contact :Micheline Convert
Les Cévennes Jl., 949 Av. Louis Ravas, F – 34080 MONTPELLIER,
Tel/Fax : +33 4 67 41 01 93
e-mail : augot-convert@wanadoo.fr
- FEMMES ET HOMMES EN ÉGLISE
68 Rue de Babylone, F-75007 PARIS,
Internet : <http://www.fhe.asso.fr/>
Contact : Denyse Boyer
70 boulevard Edgar Quinet 75014 Paris France
(tél: + 33 (0)1 40 47 65 95 e-mail : denyjac.boy@wanadoo.fr
- FÉDÉRATION DES RÉSEAUX DU PARVIS
68 Rue de Babylone, F-75007 PARIS, France
Internet : <http://reseaux.parvis.free.fr>
Contacts: Denyse Boyer
70 boulevard Edgar Quinet 75014 Paris France
(tél: + 33 (0)1 40 47 65 95 e-mail : denyjac.boy@wanadoo.fr

PARTENIA 2000 FRANCE
Contact: Gérard Warengem
30 rue Lhomond, 75005 Paris France Email: gerardw@spiritains.org

ALLEMAGNE

INITIATIVE KIRCHE VON UNTEN
Oscar-Romero-Haus, Heerstrasse 205, D-53111 BONN, Germany
Internet: www.ikvu.de
Secretary: Bernd Hans Göhrig,
tel.: +49 - 69 – 42 09 57 80, e-mail: goehrig@ikvu.de
Contact:
Markus Gutfleisch gutfleisch@hotmail.com
Adresse: Zur Gräfte 8, 48161 Münster, Telefon: 02533 - 71 28
Mobiltelefon: 0151 112 63 998

INITIATIVE CHRISTENRECHTE IN DER KIRCHE
c/o Dorothea Nassabi doro.nassabi@t-online.de
Wacholderweg 4, D-65760 ESCHBORN, Germany
Contact: Gerd Wild, Wacholderweg 4, D - 65760 ESCHBORN
tel.: +49-6173-65 220 / fax: +49-6173-317590
e-mail: gerdwild@aol.com

WIR SIND KIRCHE, KirchenVolksBewegung
c/o Christian Weisner, Postfach 65 01 15, D 81215 München Germany
e-mail: info@wir-sind-kirche.de,
Internet: www.wir-sind-kirche.de
Contacts:
Christian Weisner, Auf der Scheierlwiese 1, D 85221 Dachau Germany
Tel + 49 8131 260 250, Fax: + 49 511 98 86 049
mobile + 49 172 518 40 82 ; tel priv : + 49 8131 66 85 05
e-mail. : weisner@wir-sind-kirche.de
Annegret Laakmann, Flaesheimer Str. 269 D 45721 HALTERN, Germany
Tel + 49 2364 5588, Fax: + 49 2364 5299 e-mail: a.laakmann@versanet.de

HONGRIE

BOKOR
c/o Anna Deliné Szita, Keleti K. u. 33, H-1024 BUDAPEST,
Contacts:
Anna Szita Deliné, Keleti K.u. 33, H-1024 BUDAPEST, Hungary
tel.: +36-1-316 1368,
Daniel Bajnok, Biro Lajos str. 3, H-1089 BUDAPEST, Hungary,
tel. +36-1- 33 43 656, e-mail: daniel.bajnok@freemail.hu

IRELANDE

BROTHERS AND SISTERS IN CHRIST
Internet: www.iol.ie/~duacon/basic.htm
basic@indigo.ie
Contact: Colm Holmes
Saint François, Avoca Avenue 26, Blackrock, County Dublin, Ireland
Tel: +353 1 288 5520 e-mail: avocapublishers@eircom.net

ITALIE

Single Members
Vittorio Bellavite, (Member of NOI SIAMO CHIESA)
Via Vallazze 95, I-20131 Milano, Italy
tel. & fax: + 39 02 2664753
e-mail: vi.bel@iol.it

Romeo Fabbri, Via Mantova 35, I - 43100 PARMA Italy
tel.: +39-0521-488 276 / fax: +39-0521-465225
email: rfabbri@aliceposta.it

PAYS-BAS**MARIENBURG VERENIGING**

Secretariat : Postbus 675, 3800 AR Amersfort, Netherlands

Tel: + 31 13 50 43 002, Fax: + 31 13 46 104

Internet: www.marienburgvereniging.nl

Contact: Henk Baars, RichardWagnerlaan 22,
2555WX 's Gravenhage, Netherlands

Tel: + 31 70 359 6817, Fax + 31 70 318 1600 [work]

e-mail: hbaars@steknet.nl

WRK: (Study Group on Good Church Governance)

Contact: : Ruud Bunnik, mr. P.J. Oudsingel 136,

NL - 6836 PT ARNHEM, Netherlands

Tel: +31-26-323 51 93, e-mail: bunnikkeizer@hetnet.nl

KERK HARDOP

Internet www.rk-kerkplein.org.

E: contact@rk-kerkplein.org

Contact:

Henk Baars, RichardWagnerlaan 22,
2555WX 's Gravenhage, Netherlands

Tel: + 31 70 359 6817, Fax + 31 70 318 1600 [work]

e-mail: hbaars@steknet.nl

Isaac Wüst, Erasmuslaan 92, NL-1185 BJ Amstelveen

T: +31-20-441.3339, E: Isaac.wust@wxs.nl.

POLOGNE

Single Member

Pawel Skiba

pablos70@gmail.com

PORTUGAL

WE ARE CHURCH PORTUGAL, NOS SOMOS IGREJA

Contacts:

Ana Vicente, Rua de Inglaterra 756, P – 2765-231 ESTORIL, Portugal

tel: + 351 - 218 409 104, e-mail: anvicente@netcabo.pt

Maria Joao Sande Lemos

Rua Joao de Deus 19 –1º P 1200-694 LISBOA

Tel : +351 351 91 460 2336; Mob: + 351 21 396 7169

e-mail: mjoaosandel@gmail.com

ESPAGNE

COLLECTIU DE DONES EN L'ESGLÉSIA

Mare de Déu del Pilar, 15, principal.

E/Cat. – 08001 BARCELONA, Spain

tel.: + 34 - 93 - 3199 23 42, e-mail: dones.esglesia@terra.es

web: www.cdonesiglesia.org

Contact: Montserrat Biosca Duch, e-mail: mobidu27@gmail.com

IGLESIA DE BASE DE MADRID

San Bernardo, 12, 2.º, S-28015 MADRID, Spain

e-mail: iglesia.base.madrid@nodo50.org,

Internet: www.nodo50.org/iglesiadebase

Contact: Hugo Castelli, Anastro 34, E-28033 MADRID, Spain

tel: + 34- 91- 3020 294, fax: + 34 91 415 8716,

e-mail: hccastelli@hotmail.com

CORRIENTE SOMOS IGLESIA

Contact: Raquel Mallavibarrena

C/ Embajadores 106, 7º C, 28012 Madrid, España

e-mail: rmallavi@mat.ucm.es

SUEDE

KATOLSK VISION

Contacts:

Elisabet Albertson e-mail: rmea34@yahoo.com

Krister Janzon e-mail: krister.janzon@comhem.se

SUISSE

NETZWERK OFFENE KIRCHE SCHWEIZ (NOKS)

Administration: Margrith Krebs
Spittelweg 5, CH-3600 Thun Schweiz
Tel: + 41 33 223 2694

Contact:

Emilie Schumacher, Mühlezelgstrasse 39, CH - 8047 ZÜRICH, Schweiz
tel.: +41-44-431 83 69 / email: haschu@gmx.ch
Maria Hauswirth, Dorfstrasse 30, CH - 8165 SCHLEINIKON, Schweiz
tel.: +41-1-856 05 48 / email: hauswirth@swissonline.ch

ROYAUME UNI

CATHOLICS FOR A CHANGING CHURCH

14 West Halkin Street, GB – LONDON SW1X 8JS, UK
[internet : http://www.ccc4vat2.co.uk](http://www.ccc4vat2.co.uk)

Contact: Simon Bryden-Brook, 1 Carysfort House,
14 West Halkin Street, GB - LONDON SW1X 8JS, UK
tel.: +44 7973 735 712 / fax: +44 7792 952 265
e-mail: brydenbrook@talk21.com

WOMEN WORD SPIRIT

Contact: Mairin Valdez, 17 Hillbrow, GB-READING, RG2 8JD, UK
e-mail: mairinv@phonecoop.coop
Myra Poole, 210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ
Tel: +44 208 874 7364 e-mail: myrapoole@aol.com

CATHOLIC WOMEN'S ORDINATION

210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ
Contact:
Myra Poole, 210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ
Tel: +44 208 874 7364 e-mail: myrapoole@aol.com

LIVING WORD TRUST

1 Carysfort House, 14 West Halkin Street, GB-LONDON SW1X 8JS, UK
Contact: John Gibson, Prospect Cottage, 16 South Furzeham Road,
BRIXHAM, DEVON TQ5 8JA, United Kingdom
tel.: + 44 – 1803 85 62 76,
e-mail: j.c.gibson@eclipse.co.uk

ST. JOAN'S INTERNATIONAL ALLIANCE (GB-section)

36 Court Lane, GB- LONDON SE21 7DR, United Kingdom
Contact: Ianthe Pratt,
36 Court Lane, GB- LONDON SE21 7DR, United Kingdom
tel: +44 20 8693 1438 e-mail lumen@globalnet.co.uk,

WE ARE CHURCH UK

69 Poplicans Road, GB-ROCHESTER, ME2 1EJ, United Kingdom
internet: www.we-are-church.org/uk

Contact:

Valerie Stroud, 69 Poplicans Road, GB - ROCHESTER ME2 1EJ UK
tel. and fax: +44 -1634 -715 278,
e-mail: wacuk@we-are-church.org

Barry Norris, St. Mary's Vicarage, Bishopswood Rd
Tadley HANTS RG26 4HQ, United Kingdom
tel.and fax: +44 -1634 -715 278

e-mail: wacuk@we-are-church.org

EUROPE

CATHOLICS FOR CHOICE-EUROPE (CFC-EUROPE)

Contact: Henk Baars, Nieuwendammerdijk 75, NL-1015 LD Amsterdam,
T: +31-20- 637.0221. e-mail: hbaars@steknet.nl

THE EUROPEAN FEDERATION OF CATHOLIC MARRIED PRIESTS FEDERATION EUROPEENNE DES PRÊTRES CATHOLIQUES MARIÉS

Contact : Pierre Collet

3 Chemin Barbette, B-1404 NIVELLES Belgique

+ 32 67 21 02 85 pierrecollet@hotmail.com

Emmanuel Binder, e-mail : soman.binder@free.fr.

Ramón Alario, San Roque 17, E-19171 Cabanillas del Camp, Guadalajara
(Spain)

tel : + 34 949 33 22 24 e-mail : ramonalario@hotmail.com

2) Organisations affiliées

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ASSOCIATION FOR THE RIGHTS OF CATHOLICS IN THE CHURCH, (ARCC)

PO BOX 85, Southampton, MA 01073, U.S.A

Internet: <http://www.arcc-catholic-rights.org/>

CALL TO ACTION

4419 N Kedzie, Chicago, IL60625, U.S.A

Contact: cta@cta-usa.org

Internet: www.cta-usa.org

CATHOLIC ORGANISATIONS FOR RENEWAL

Contact: cta@cta-usa.org

Internet: www.cta-usa.org/cor.html

CATHOLICS FOR CHOICE

1436 U Street NW, Suite 301, Washington DC 20009, U.S.A.

Internet: www.catholicsforchoice.org

Contact : Henk Baars: hbaars@steknet.nl

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL FEDERATION FOR A RENEWED CATHOLIC MINISTRY

Contact: Anthony Padovano

9 Millstone Drive, Morris Plains, NJ 07950

Tel: 973-539-8732

Contact: Lambert van Gelder,(Secretariat)

Archipelstraat 286 / 6524 LR Nijmegen NETHERLAND

Tel : 024-3233749 email : gelder-lambert@planet.nl

3) Membres observateurs

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

ECCLESIA SILENTII (ES), PRAG-COMMUNITY;

Contact: Pavel Kouba, Havlic`Kova 1304,

CZ-50346 TREBEOVICE P.O., CZ

pkouba@seznam.cz

DANEMARK

WE ARE CHURCH – DENMARK

Kaare Ruebner Joergensen E-mail: joergensen@veok.dk

Contact: Kaare Ruebner Joergensen

Peter Bangs Vej 137 3.th, DK 2000 Frederiksberg

Tel: +45 3879 1804 Internet: www.veok.dk e-mail: ruebnerus@gmail.dk

4) Secretariat du Réseau européen:

Simon Bryden-Brook : 1 Carysfort House, 14 West Halkin Street, GB LONDON SW1X 8JS, UK
Tel.: +44 7973 735 712 / Fax: +44 7792 952 265
email: brydenbrook@talk21.com

Elfriede Harth Postfach 190371
D 60090 Frankfurt am Main
e.harth@yahoo.com

Hugo Castelli Anastro 34, E-28033 MADRID, Spain
tel: + 34- 91- 3020 294, fax: + 34 91 3022 480
mobile: +34 629 875 548
e-mail: hccastelli@hotmail.com

Hubert Tournès 10 avenue de Provence, F - 44500 LA BAULE, France
tel/fax.: +33 - 2 40 11 98 73 e-mail : hubertournes@orange.fr

5) Secrétaire Générale responsable pour les relations avec le Conseil d'Europe

Professeur François Becker: 52 rue de Verneuil, F-75007 PARIS, France ;
Tel/Fax: +33- 1- 42 86 13 87 email: f.becker@noos.fr

6) Groupe de Coordination

François Becker (F), Simon Bryden-Brook (UK), Hugo Castelli (ES), Matthias Jakubec (Au), Edith Kuropatwa-Fèvre (B), Dorothea Nassabi (D), Juan Oñate (Cat), Hubert Tournès (F), Gerd Wild (D), Myra Poole (UK), Henk Baars (NL),

7) Délégués au Conseil d'Europe

François Becker et Gerd Wild

8) Adresse bancaire € Euro Bank:

SWIFT-BIC: HELADEF1822
IBAN DE29 5005 0201 0050 9901 91
Nom du propriétaire du compte : Initiative Christenrechte
Código para transferencias : EURONET

Adresse bancaire £ Sterling Bank:

SWIFT BIC: ALEIGB22
IBAN GB06 ALEI 7200 0636 7911 81
[In UK Sort Code: 72-00-00; Account No: 636791181]
Nom du propriétaire du compte : EN Secretariat UK

Écoféminisme

Cette traduction du texte d'Anne Primavesi a déjà été publiée dans *La Lettre* n° 4, supplément d'actualité de la revue *Les Réseaux des Parvis*, publication de la fédération *Réseaux du Parvis* (68 rue de Babylone, 75007 Paris), membre du Réseau Européen.

www.reseaux-parvis.fr

Définition

Le terme « écoféminisme » fut créé par l'écrivaine française Françoise d'Eaubonne et introduit dans son livre *Le féminisme ou la mort*, publié en 1974. Elle l'a utilisé pour un genre particulier de mouvement écologique dans lequel la conscience féminine de l'oppression est la force agissante par excellence.

Traits distinctifs

A. Le discours écoféministe réunit les visions féministes et la politique écologique, en partant du principe qu'il y a des liens entre la domination des personnes et la domination de la nature non humaine. Elle se saisit de la critique féministe des relations humaines et la met en parallèle avec une analyse des relations humain/non humain.

B. Les écoféministes se servent d'une perspective écologique pour mettre en évidence l'absence de hiérarchie dans la nature et pour l'opposer à la présomption culturelle généralement admise qu'une espèce, l'espèce humaine, a le droit de dominer toutes les autres.

C. Car c'est un fait que nous, les humains, ne pouvons pas vivre à part du reste de la nature. Chacun d'entre nous est intérieurement relié à tous les aspects de notre environnement et cette relation fait partie de ce que nous sommes. En aspirant, nous recevons. En expirant, nous rendons. Les sciences naturelles nous ont donné des informations sur un environnement global plus vaste : sur la couche d'ozone, les pluies acides, la déforestation et la désertification, les émissions de CO2 dans l'atmosphère. Ces faits démontrent maintenant que non seulement la nature pourrait vivre très heureuse sans nous, mais qu'en réalité elle serait beaucoup plus heureuse sans tout ce que nous introduisons en elle. En même temps, nous nous rendons de plus en plus compte que l'inverse n'est pas vrai : nous ne pouvons pas vivre en dehors de l'assistance vitale de la nature.

D. Les descriptions culturellement masculines de nous-mêmes comme « en dehors de » ou bien « contrôlant » non seulement notre environnement mais d'autres êtres vivants en son sein sont dorénavant contestées - mais non pas éliminées. Tout au long de l'histoire humaine de l'Occident, les femmes furent constamment rangées parmi et traitées comme des esclaves. Cela est venu au jour avec le mouvement général pour l'émancipation des femmes. Cela a commencé en Amérique avec le mouvement pour l'émancipation des esclaves, qui faisaient campagne pour avoir le droit que leur appartiennent leur propre corps, leurs enfants et quelque bien qu'ils puissent acquérir. Les femmes se sont rendu compte qu'elles non plus n'avaient pas ce droit. La preuve en fut administrée en 1840 à Londres lors de la Convention mondiale contre l'esclavage. Elizabeth Cady Stanton et Lucretia Mott, en même temps que d'autres déléguées américaines, furent reléguées aux balcons comme « *observatrices* ». Scandalisées, elles réunirent une conférence en 1848 à Seneca Falls pour examiner « *la condition et les droits sociaux, civiques et religieux des femmes* ». De tels droits avaient aussi manqué aux peuples indigènes. Jusqu'en 1967, les Aborigènes d'Australie furent considérés par

la loi comme « *la faune et la flore* », c'est-à-dire comme incapables de s'élever de la nature à la culture...

E. Cette dévaluation des femmes et des peuples indigènes se produisit dans une culture séculière dominée par une image de nous-mêmes (ou, plus précisément, des hommes) en tant qu'« êtres pensants » ; et dans une culture religieuse dominée par des hommes qui considéraient que leur « esprit » aussi bien que leur intelligence maîtrisaient non seulement leur propre corps mais, par extension, le corps des femmes, les enfants, les peuples indigènes et, bien sûr, la totalité de la nature matérielle. Cela remonte au mythe platonicien de la création, le *Timée*. La dévaluation qu'il pratiqua de la corporéité se trouva, derrière un retranchement, dans l'enseignement du christianisme, et atteignit son nadir dans le concept du péché prétendument personnifié par Eve. Les façons platonicienne et chrétienne de voir les choses se rejoignent dans un passage de l'Apocalypse lu à la fête de la Toussaint au sujet des 144 000 qui seront sauvés (Apoc. 7, 1 ss ; 14, 1-5). Apoc. 14, 4 concentre l'idéal auquel nous sommes tous censés aspirer ! Pourtant nous savons que le spirituel ne vit en nous que là où l'esprit et la matière, l'intelligence et le corps font partie intégrante du même organisme vivant. Aucun élément n'a de préséance sur un autre, car ils ne peuvent fonctionner qu'ensemble comme un tout vivant.

F. Il y a un autre facteur dans cette histoire, *la loi du plus fort physiquement*, qui lie l'assujettissement de la femme à celui de la Terre jusqu'à nos jours. Je le nomme « militarisme économique ». Bismarck faisait la description du militarisme lorsqu'il disait que la seule réalité politique pratique est le pouvoir, et la seule source du pouvoir est la force physique - l'aptitude à tuer et à blesser. Cette « aptitude » était et demeure une exportation majeure, s'accroissant toujours, des pays du Nord économique vers ceux du Sud économique - la plupart d'anciennes colonies. Car c'était la force physique qui était derrière la colonisation européenne d'autres continents, et la christianisation qui l'accompagnait. Aujourd'hui, elle prend la forme d'un complexe militaro-industriel qui poursuit sa croissance, qui continue à consommer les ressources dans tous les sens du terme et à laisser dans son sillage un environnement dévasté. De nouveau les femmes, les enfants, les populations indigènes, les pauvres et leurs terres sont les victimes principales. Le Conseil Mondial des Églises, lors de la préparation du Sommet des Nations-Unies de Rio pour l'Environnement et le Développement en 1992, rendit évident le lien entre ces questions dans le programme *Justice, Paix et Intégrité de la Création*. Les relations avec la Terre furent ignorées dans le programme de la *Commission Justice et Paix*.

G. Sur le plan religieux, le modèle de la loi du plus fort est soutenu par le concept de hiérarchie ou « loi sacrée », endémique dans le christianisme et dans les institutions culturelles occidentales. De façon littérale et figurée, il prend la forme d'une pyramide ou de la « *Grande Chaîne de l'Être* ». Dans les deux cas, l'Esprit immatériel (mais mâle !), Dieu, ou l'Intelligence, est le sommet et la source du pouvoir. Le pouvoir en descend sur les hommes, puis, provenant d'eux, sur les femmes, les enfants, et les peuples indigènes. Au-dessous d'eux tous et soumise à ceux qui sont au-dessus se trouve la Terre.

H. Les sociétés et institutions hiérarchisées évaluent les êtres selon la place qu'ils ont sur la pyramide, ou chaîne:

Dieu / Esprit / Intelligence au sommet et les femmes, les enfants et la Terre tout en bas. Là ils sont religieusement et institutionnellement soumis au pouvoir d'« en haut », brandi au nom d'un Dieu tout-puissant

Implications

Tous les aspects précédemment décrits sont toujours perceptibles dans notre culture actuelle, séculière et religieuse. Ils influent sur notre réflexion personnelle et sur ce que

l'on considère comme opinions et conduite acceptables. La formule bien connue de Dom Helder Camara est utile pour illustrer leur effet.

Il a dit : *si je donne à manger aux pauvres, on dit que je suis un saint. Si je demande pourquoi les pauvres n'ont rien à manger, on dit que je suis un communiste / marxiste.* Cela peut servir de base méthodologique à des critiques écoféministes :

- si je travaille pour les droits des femmes, je suis une militante des droits humains ;
- si je demande *pourquoi* les femmes, les enfants et les esclaves n'ont pas ces droits, je suis une philosophe féministe ;
- si j'installe des refuges pour les femmes battues ou les victimes des guerres, je suis un travailleur social ;
- si je demande pourquoi des abris sont nécessaires, je suis une moraliste féministe ;
- si j'étudie la situation des femmes tout au long de l'histoire de la chrétienté, je suis une historienne de l'Église ;
- si je demande pourquoi on les a maintenues dans cette situation, je suis une théologienne féministe ;
- si j'étudie la corrélation entre les femmes, les peuples indigènes et les mouvements environnementaux, je suis une sociologue ;
- si je demande pourquoi cette corrélation a été fondée sur la dévaluation de et la violence contre les corps des femmes et des peuples indigènes et contre le corps de la Terre, je suis une philosophe écoféministe ;
- si je pose toutes ces questions *et* que je demande quel rôle le christianisme occidental a joué là-dedans, je suis une théologienne écoféministe.

Le patriarcat, la loi des Pères, n'a pas été ajouté par-dessus la formulation de la doctrine chrétienne. Il est entré dans la formulation des doctrines elles-mêmes. Nous devons maintenant nous occuper des effets du patriarcat et de la dévaluation des « corps » non seulement sur les femmes, les enfants et les peuples indigènes, mais aussi sur le corps de la Terre. Ces effets sont ce que nous sommes amenés à connaître comme « le changement climatique ». Ils exigent aussi un changement dans le climat religieux.

Anne Primavesi

Traduction : Didier Vanhoutte

La Plateforme du Parlement européen pour la laïcité en politique prend la suite du Groupe de travail multipartis sur la séparation de la religion et de la politique

Réunion informelle du 2 septembre 2009

Le groupe de travail multipartis sur la séparation de la religion et de la religion était constitué pour la durée de la législature précédente du Parlement européen (2004-2009). **Cette réunion informelle convoquée par Sophie in't Veld, sa présidente a eu pour objet de créer un nouveau groupe pour la durée de la présente législature (2009-2014).** Y participaient des parlementaires réélus ou nouvellement élus ainsi que les des représentants des ONG concernées, dont le nombre s'est accru. La présence de 30 personnes pour une bonne part nouvelles -dont 20 parlementaires présents ou représentés constitue un bon départ.

Le nouveau groupe maintiendra les objectifs du groupe précédent, qui n'ont rien perdu de leur actualité: surveiller l'attitude des institutions de l'UE à l'égard de la religion et réagir aux ingérences de celle-ci dans la politique aux niveaux national et européen. Cette tâche sera poursuivie dans le contexte nouveau du Traité de Lisbonne qui inclut la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Le Groupe, comme les intergroupes du PE sur les droits des LGBT ¹, sur les SRHR² et des ONG telles que le Lobby européen des femmes LEF, sera confronté à la pression des forces religieuses et politiques conservatrices, en particulier dans les matières concernant la sexualité. A cet égard, Elfriede Harth attire l'attention sur la création d'un intergroupe parlementaire qui a adopté sa charte le 25 mars (fête de l'Annonciation) 2009. Pour la France Jean- Luc Mélançon (GUE Gauche unie européenne - communiste) attire aussi l'attention sur une régression de la laïcité en France.

Ce qui change

Le nom: « **Plateforme parlementaire européenne pour la laïcité** ». Le mot laïcité a été retenu en français, le mot « secularism » étant conservé en anglais, « laicity » adopté au Conseil de l'Europe n'étant pas encore en usage dans les institutions de l'UE.

Le changement de nom reflète la **volonté de faire une plus grande place au débat ainsi qu'une ambition politique accrue:** « **rassembler en Europe les forces favorables à la laïcité en politique et leur permettre de devenir un acteur politique plus visible et organisé.** Il sera fait un usage plus systématique des nouveaux moyens électroniques de communication ³ ». Sophie in't Veld fera des propositions pour la dynamisation du site internet du groupe ¹.

Objectifs pour la législature 2009-2014

Sophie in't Veld soumettra une proposition de liste d'objectifs lors de la prochaine réunion. Les propositions d'objectifs qui ont été présentées lors de la réunion ou lui seront adressées seront insérées dans la liste soumise à la discussion.

Parmi les propositions présentées lors de la réunion: projet de loi lithuanienne homophobe pour la protection de la jeunesse, loi irlandaise antiblasphème, enquêtes sur les concordats (à la demande du représentant du RE/EN, celui conclu entre le gouvernement français et le Vatican sur la

1. Lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels

2. Santé et droits sexuels et reproductifs

3. Relevé de conclusions du Secrétariat

reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires), transposition par les Etats membres de la directive antidiscrimination, limites de l'objection de conscience⁴, non-discrimination des organisations humanistes ainsi que des organisations religieuses de base dans le dialogue en vertu de l'Art. 17 du traité de Lisbonne, dialogue interculturel et interreligieux (le mot interconvictionnel n'est pas encore entré dans le vocabulaire du PE).

Une des premières actions urgentes serait l'analyse de l'attitude de la prochaine Commission européenne au regard des objectifs de la Plateforme. La Plateforme agirait si nécessaire.

Réunion du 4 novembre 2009

A souligner d'abord une participation sans précédent due, non sans doute à la seule l'invitation du président du PE Jerzic Buzek (PPE) -qui n'est finalement pas venu, mais d'abord à un élargissement du groupe qui reprend la route avec une nouvelle ambition politique. De nouvelles organisations, dont deux invitées sur proposition du RE/EN: l'Association internationale pour la liberté de religion (IARF) représentées par Annelies Trenning et le réseau 'Initiative Féministe européenne (IFE/EFI), particulièrement actif dans le soutien à Alicja Tysiac, représenté par Lilian Halls French.

En réélisant Sophie In't Veld présidente et élisant 4 vice-président-e-s , la plateforme s'est donné une structure collégiale et multipartis d'animation.

Quelques règles ont été adoptées au sujet de l'éligibilité des organisations de la société civile au Conseil consultatif/Advisory Board dont s'est dotée la Plateforme: être présenté par deux organisations faisant partie de la plateforme depuis au moins deux ans, adhérer à la Déclaration de principes, être acceptée par les 2/3 des membres du Conseil présents. Les décisions relatives à l'appartenance au Conseil seront prises une fois tous les deux ans . On s'oriente vers un groupe restreint d'organisations européennes, participant de façon active et régulière à l'activité de la Plateforme, qui reste ouverte, sans discrimination aux organisation civiles concernées (sectes exceptées).

Henk Baars (Association néerlandaise Mariënborg), qui succède à Elfriede Harth comme représentante en Europe de Catholics for Choice et a accepté récemment de faire partie du groupe de coordination du RE/EN participera aux réunions de la Plateforme dans la mesure de sa disponibilité.

La Plateforme a préparé l'audition prochaine des candidats aux fonctions de membres de la Commission européenne -notamment du candidat au poste créé par J.M Barroso, de Commissaire aux droits humains qu'elle entend interroger sur leurs positions quant aux questions importantes à ses yeux. Le programme de travail adopté pour la présente législature sera une source de questions à poser aux candidats. Entre autres: l'impact des religions sur les politiques de l'UE (p. ex. amendements au projet de budget interdisant le financement de programmes pouvant favoriser l'avortement), l'application du droit du travail par les Eglises (Eglise catholique allemande 2ème employeur du pays), suites à donner au récent jugement de la Cour européenne des droits de l'homme sur le crucifix dans les écoles publiques, l'application de la directive antidiscrimination, application de la charte des droits fondamentaux par les pays ayant obtenu des dérogations.

Sur la proposition du RE/EN et en référence au groupe de travail du Conseil de l'Europe 'Religions et droits humains' présidé par François Becker, le sujet a été inscrit au programme. La dimension religieuse du dialogue interculturel n'a pas été retenue. En effet, dans le contexte de l'UE dont les présidents reçoivent régulièrement et exclusivement des dignitaires et chefs religieux -tous

4. On se souvient du concordat slovaque auquel le Groupe a fait échec (2006)

masculins- entretenant ainsi avec eux une relation privilégiée, le dialogue interculturel dégénère facilement en dialogue interculturel. Hubert Tournès a précisé que le Conseil de l'Europe sait distinguer le religieux du culturel.

La plateforme a mis à son programme le soutien à Alicja Tysiac: envisageant, selon les propositions préparées par le RE/EN (EH et HT avec la députée polonaise Joanna Senyszyn, de l'inviter une audition et de la proposer comme candidate au prix Sakharov créé par le PE pour la liberté de pensée (attribué en 2009 à l'ONG russe de défense des droits humains Memorial et à ses dirigeants). La plateforme a conscience que les forces 'provie' pourraient faire obstacle à une telle proposition mais le fait de débattre de sa candidature serait en soi un signe de soutien du Parlement et de la reconnaissance du combat d'Alicja comme une cause européenne.

Prochaine réunion: 13 janvier 2010

Hubert Tournès

Rapport de la session d'été 2009 de la Conférence des OINGs au Conseil d'Europe: 22 à 24 de juin 2009

http://www.coe.int/t/E/NGO/Public/OING_Calendarier_2009_3.asp#TopOfPage

Proverbe africain :

Ce qu'on fait avec le temps le temps le conserve

Ce qu'on fait sans le temps, le temps le détruit

Documents de travail de la session d'été de la Conférence des OING

Commission permanente

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 24 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 29 avril](#)

Commission cohésion sociale et éradication de la pauvreté

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 24 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 28 avril](#)

Commission culture, science et éducation

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 22 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 27 avril](#)

Commission développement territorial durable

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 24 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 28 avril](#)

Commission des droits de l'homme

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 22 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 28 avril](#)

Commission société civile et démocratie

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 24 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 27 avril](#)

Groupe transversal sur l'égalité entre les femmes et les hommes

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 23 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 28 avril](#)

Groupe transversal sur l'Europe et les enjeux mondiaux

[Projet d'ordre du jour de la réunion du 23 juin](#)

[Carnet de bord de la réunion du 28 avril](#)

Notes sur le travail des commissions et groupes transversaux

Commission Culture

Le bref compte rendu officiel se trouve à l'adresse :

http://www.coe.int/t/f/ong/public/CONF_CULT_2009_SYN3_fr.asp#TopOfPage

Essentiellement réunion d'informations :

- La Commission culture est invitée à participer, sans droit de vote, aux Comités Directeurs suivants : Education, Culture et Enseignement Supérieur. Ces comités directeurs sont des instances de proposition pour le Comité des Ministres. Chaque Etat y présente ce qu'il fait dans les domaines concernés et propose des projets communs

- Création du centre Européen de Wergeland en Norvège : <http://www.theewc.org/>

Ce centre a été créé pour créer une expertise dans l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'Homme et dans l'éducation aux faits religieux prônée par le Conseil de l'Europe. C'est ci que seront formés les enseignants de ces formations.

Il est envisagé d'y organiser en automne 2010 un forum sur l'universalité des Droits de l'Homme.

- Colloque à Moscou 2-3 juin 2009 : « Les universités vecteurs du dialogue interculturel »

- Projet image de l'autre dans l'enseignement de l'histoire

Un séminaire de travail de trois jours va travailler sur l'image de l'autre dans les situations post conflit pour la reconstruction de la confiance mutuelle. Un symposium est prévu fin novembre 2009. **Des témoignages sont demandés**

Groupe de travail Dimension religieuse du dialogue interculturel

Voici quelques unes des questions posées lors de la dernière réunion de ce groupe de travail :

- la religion implique-t-elle la transcendance ? Y a-t-il des formes non théistes de religion ? Il faut noter que les religions monothéistes sont toutes patriarcales.

- pour quoi avons-nous besoin de religions ?
- la spiritualité implique-t-elle une religion ? La spiritualité est personnelle, la religion est collective et sociale
- distinguer le fait religieux et les faits religieux

Commission Droits de l'Homme :

1) Situation préoccupante des défenseurs des droits de l'Homme

Un observatoire est mis en place qui regarde particulièrement : l'influence des religions, la défense des minorités, notamment en Turquie (Kurdes), en Russie, en France et en Belgique concernant les migrants, la stigmatisation des défenseurs des droits de l'Homme, les obstacles à la liberté d'association.

2) Situation préoccupante en Lituanie contre les gay et les lesbiennes :

Sérieusement préoccupée par le climat croissant d'intimidation et de discrimination prévalant en Lituanie à l'encontre des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et transgenres, la Commission a adopté la Résolution suivante lors de sa réunion du 22 juin :

[CONF/HR\(2009\)RES1](#)

3) Intervention du secrétariat du Commissaire aux droits de l'Homme qui souligne l'importance du rôle des ONG pour signaler tous les manquements aux droits de l'Homme qu'elles peuvent observer. C'est particulièrement important pour les pays pour lesquels le commissaires fait son rapport annuel.

4) Charte sociale , droits économiques et sociaux

Le comité intergouvernemental qui doit approuver les rapports faits par les états a entendu pendant 1h30 le rapport des ONG. D'où l'importance de l'inscription sur la liste des ONG habilitée à porter des réclamations.

5) Plateforme des Droits fondamentaux de l'agence de Vienne : obtenir que les ONG puissent aussi intervenir comme au Conseil de l'Europe. Quelques représentants d'ONG ont été élus parmi les membres de la plateforme.

Groupe transversal Egalité/parité Homme/Femmes

Election de la présidente : Karin Nordmeyer de l'association Zonda international

Election du Vice Président : Christiaan Colpaert

- Témoignage du réseau des femmes du Kosovo regroupant 86 associations de femmes qui se battent contre les violences domestiques et pour la reconnaissance des femmes dans les différentes instances du Kosovo

- bref rapport sur la conférence du comité des ministres d'Athènes sur budget et égalité des genres. Le Conseil de l'Europe a édité un guide de bonnes pratiques sur la manière d'organiser un budget qui prenne en compte l'égalité/parité Homme/femme

- Convention sur les violences domestiques : présentation d'Irma Ertmann. Cette convention prend en compte les violences sur les jeunes. Lancement de campagnes « 3P » : promotion des actions contre les violences, Prévention des violences, Participation des enfants aux campagnes. 80 projets sont recensés

Commission Développement durable

Le bref compte rendu officiel se trouve à l'adresse :

http://www.coe.int/t/f/ong/public/CONF_TER_2009_SYN3_fr.asp#TopOfPage

Commission pour la Cohésion Sociale et éradication de la pauvreté

Soucieuse de voir le Conseil de l'Europe exploiter davantage les résultats de ses activités nombreuses et variées relatives à la famille, la Commission a adopté la Recommandation suivante lors de sa réunion du 24 juin : CONF/RES(2009)REC1

Le comité compétent du Conseil de l'Europe se réunissait 2 fois par an, désormais plus qu'une seule fois. La dernière publication est une version révisée du rapport sur les défis consécutifs à la crise financière. Les conséquences majeures pour les gouvernements sont des remboursements accrus de dettes, moins de ressources et des dépenses sociales croissantes.

Le projet d'une « feuille de route » pour le comité de Cohésion Sociale prévoit les projets suivants :

- défense des droits humanitaires des migrants
- prévoyance sanitaire pour et avec les enfants
- une Europe de la responsabilité sociale partagée
- amélioration de vie des handicapés
- intégration
- mobilité sociale
- violence envers les enfants.

Une collaboration des ONG est bienvenue.

Gabriel Nissim rappelle que les ONG ont le droit d'envoyer un(e) délégué(e) ayant droit de parole et remboursement de frais.

2010 a été déclarée par l'Union Européenne « Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

Une conférence des ministres de la Famille a mis l'accent sur le droit et le devoir des Etats de permettre aux parents de décider du nombre d'enfants et de leur espacement. Les jeunes familles se décident toujours plus tard d'en avoir en raison de multiples difficultés. Les Etats accordent peu de priorité à de telles questions. Il est proposé d'établir un état des travaux du Conseil de l'Europe relatifs à ce sujet.

Gabriel Nissim indique que l'extrême pauvreté fait aussi l'objet de sa commission des Droits humanitaires. Il faut examiner les facteurs qui permettraient à maintes personnes de se dégager de l'extrême pauvreté. Un rapport concernant la relation entre état de santé et pauvreté doit également être effectué.

M.Josée Schmitt et Gabriel Nissim étaient délégués des OGM auprès du comité intergouvernemental de la Charte Sociale. L'enthousiasme à l'endroit de leur présence était mesuré, parce que les ONG contrôlent la réalisation pratique. L'avenir de la collaboration reste incertain. MJS et GN recommandent de publier les rapports concernant les divers Etats non seulement en anglais et en français, mais aussi dans la langue nationale correspondante, afin que les ONG puissent les exploiter sur place. La Charte Sociale révisée a été ratifiée jusqu'à présent par 17 Etats, manquent p.ex. l'Allemagne et la G.B. C'est pourquoi les ONG devraient faire pression sur de tels Etats pour la faire adopter.

Groupe transversal « l'Europe et le défis de la globalité »

La dignité humaine est le fondement universel et fait consensus. Les musulmans restreignent leur consentement à la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations unies – tant qu'elle n'est pas en contradiction avec la Charia. Les bases juridiques de (ou des) AG (?) sont la Déclaration européenne des Droits de l'Homme et la Charte Sociale. Anne Sforza réclame la collaboration avec les institutions du Conseil de l'Europe, Amnesty International, la Banque Mondiale etc . Rien que

pour la protection des enfants, le Conseil de l'Europe aurait 80 programmes. Les 400 ONG disposent de beaucoup d'expertises, moins d'argent. Il faudrait examiner en particulier les conséquences sur les enfants des familles soumises à la violence.

Un exemple de soutien concret des pauvres en France était l'octroi gratuit temporaire des papiers d'identité, leur permettant d'obtenir aide médicale et logement. Entre temps la gratuité a été supprimée.

L'incertitude demeure s'il faut considérer le bouddhisme comme religion. L'UNESCO ne le considère pas comme telle. En Belgique, selon le président présent de l'organisation européenne des bouddhistes, le bouddhisme souhaiterait être reconnu comme philosophie non confessionnelle. Il a été proposé de se cantonner aux questions importantes au dialogue, p.ex. aux formes d'organisation. Vouloir discuter de la résurrection avec les musulmans n'apporterait rien.

Une délimitation est toutefois nécessaire par rapport aux sectes à prétention totalitaire qui se manifestent en tant qu'ONG, comme p.ex. la Scientologie qui programme « la purification de l'univers ». la proposition d'A. d'adopter une déclaration à ce sujet est rejetée comme prématurée. Il faut d'abord examiner les implications entre autres de la liberté religieuse.

Commission Société Civile et Démocratie

La séance débute par un rapport de Jos Lemmers. 10 cités-pilote participent à un programme de démocratie locale, parmi elles Bruxelles, St.Pétersbourg et Strasbourg. Participent à un autre programme de villes interculturelles entre autres Reggio Emilia, Lyon et Neu-Kölln (faubourg de Berlin).

Il est préconisé des rencontres régionales d'ONG pour faciliter la collaboration aussi de celles qui ne peuvent pas se rendre à Strasbourg. Une organisation féminine italienne prévoit déjà une rencontre régionale.

Un délégué des ONG de Biélorussie rapporte que de nombreuses ONG ne peuvent pas s'y faire enregistrer, par ailleurs la participation à une ONG non enregistrée est considérée comme criminelle. L'attitude anti-européenne du gouvernement s'est cependant atténuée, et il serait opportun de faire une conférence locale en Biélorussie pour y tester ses dispositions. La B. était exclue du Conseil de l'Europe durant 12 ans.

Une publication « Code on Good Practise » est presque terminée, la version finale serait prête en octobre. Une version provisoire est accessible à l'adresse :

http://www.coe.int/t/f/ong/public/Code_of_Good_Practice_FR.pdf

Une des thématiques est la Démocratie E(lectronique). A présent tous les niveaux politiques sont sollicités pour la transposition avec l'aide d'un « Toolkits » à l'Internet, de séminaires et de démultiplicateurs. Cédric Bloquet du CIDEM, organisation pour le partenariat inter-cités, demande une valorisation pour les citoyens, mais en particulier pour la jeunesse.

The winter session of INGOs of the Council of Europe

The Conference of INGOs honored with the International COJEP Prize

The Conference of INGOs of the Council of Europe and Ms. Micheline Calmy-Rey, Minister of Foreign Affairs of Switzerland and President of the Committee of Ministers, were honored for their efforts in 2009 in the areas of promoting civil society and of human rights. Calmy-Rey was awarded the «Special COJEP Prize» and Mr. Heydt, on behalf of the Conference of INGOs, was awarded the «Civil Society Prize» at a ceremony in Geneva, December 9, the eve of International Day of Human Rights. [Speech by Jean-Marie Heydt](#)

Draft Cooperation Agreement between the Conference of INGOs and the North-South Strasbourg, November 17 The Executive Board of the North-South Center, at its meeting on 12 November in Lisbon, has approved the draft Agreement between the Conference of INGOs and the North-South Center.

Draft Agreement **Read more about the North-South Center**

The next meeting of INGOs of the Council of Europe runs from 25th to 27th January 2010.

The agenda for this session can be accessed at:

http://www.coe.int/T/NGO/Articles/OING_Calendarier_2010_1.asp

The agendas of various committees:

- [Commission Education and Culture Science](#)
- [Commission on Human Rights](#)
- [Sustainable Spatial Development Committee](#)
- [group cross Europe and Global Issues](#)

The General Assembly of the Conference INGOs will be held on Wednesday, January 27th morning. The following topics will be discussed and voted:

-- [The activity report for 2009](#) You will notice in the paragraph on the Committee on Human Rights, the activities of the working group human rights and religions led by François Becker

– A report on the [priorities of the conference](#) will be discussed and voted

The session ended with a *seminar on "Religion and Human Rights"* animated by François Becker, representing the European Network Church on the Move

Lettre du Réseau européen du 31/5/2009 au Cardinal Maradiaga d'Honduras avec des copies aux évêques et parlementaires centroaméricains:

Leopoldo José Brenes Solorzano, archbishop of Managua
José Luis Escobar Alas, archbishop of San Salvador
Gregorio Rosa Chávez, auxiliary bishop of San Salvador
Pablo Vizcaino Prado, Guatemala

Alvaro Leonel Ramazzini Imeri (Guatemala)

Hugo Barrantes Ureña (archbishop of San José de Costa Rica)

and the following members of parliament also received a copy of the letter:

Honduras:

Roberto Micheletti Bain (leader of the coup against President Zelaya)

Adela Elisabeth Zuniga Morazan

Elvia Argentina Valle Villalta

Elvia Josefina Amador Munoz

Marleny Beatriz Paz Pineda

Blanca Rivera

Nelly Karina Jerez Caballero

Julia Esperanza Garcia

Adriana de Jesus Guevara de Moncada

Ana Julia Garcia Villalobos

Nicaragua:

Monica Baltodano

Jose Pallais

Yamileth Bonilla

Iris Montenegro

Ana Julia Balladares

Gladys Baez

Maria Dolores Aleman

Agustin Jarquin

Guatemala:

Mirya Judith Arreaga Meya de Cardona

Alicia Dolores Bletran Lopez

Beatriz Concepcion Castanuj Castanuj

Elza Leonora Cu Isem

Mirna Magnolia Figueroa Resen

Otilia Ines Lux Garcia

Sonia Argentina Segura Varsoly

Roa Elvira Zapeta Osorio

Jose Roberto Alejos Cambara

Costa Rica:

Xinia Nicolas Alvarado

Olga Martha Corrales Sanchez

Hilda Gonzalez Ramirez

Patricia Romero Barrientos

Carlos Manuel Gutierrez Gomez

El Salvador

Ciro Cruz Zepeda (Presidente del Parlamento)

Margarita Monsalvo

Nous vous écrivons au nom du EN pour vous faire part de a grande sympathie et admiration que nous avons pour l'Eglise latino-américaine et en particulier pour l'Eglise centroaméricaine. En tant que catholiques européens nous nous sentons orgueilleux que l'Eglise, sur la base de son option pour les pauvres, devient de plus en plus la défenseure des droits humains.

C'est a partir de cette perspective que nous nous adressons a vous et a d'autres évêques centroaméricains pour vous manifester notre préoccupation face au manque de respect des droits des femmes en Amérique centrale. Ces femmes ne sont pas uniquement l'âme et le centre des familles mais dans un grand nombre de cas elles portent l'entière responsabilité économique pour leurs enfants et elles doivent assumer seules leur éducation. Elles prennent en charge les personnes âgées et les malades. Sand leurs présence et sans tout leur travail investi dans la vie communautaire nos Eglise seraient collapsées dans nombre d'endroits depuis longtemps. Et pourtant, a cette date l'Église s'est investi trop peu dans la promotion des droits humains des femmes.

En même temps, les femmes sont de plus en plus victimes de phénomènes de violences qui restent dans l'impunité totale dans la majorité des cas, comme le femicide, les taux de violence intrafamiliale et sexuelle très élevés qui portent atteinte a leur vie, leur intégrité, leur sante et leur dignité. Il serait primordial que l'Église dans le monde entier se solidarise avec les femmes qui portent tant de poids. Les droits des femmes devraient être l'objet de campagnes vigoureuses et déterminées de la part d'institutions comme l'Eglise pour rester cohérentes avec leur mission de promotrice des valeurs d'humanité et avec son option pour la défense des droits humains.

Nous notons que l'Eglise latino-américaine commence a prendre conscience du problème, mais nous pensons qu'elle devrait le faire avec une détermination et un engagement vraiment fort en l'assumant comme une des premières priorités pastorales.. De même que l'Eglise a compris les liens étroits entre l'évangélisation et la lutte pour la justice social, elle devrait comprendre qu'il n'est pas possible de parler sur l'Evangile sans agir en faveur de la justice de genre. Mais il reste encore un chemin long a parcourir.

Il est vrai que la charité doit commencer par la propre maison. Il est donc possible que la structure même de l'Église qui exerce de la violence symbolique en excluant par définition les femmes de ses instances de gouvernement et autorité soit un obstacle pour reconnaître l'urgence de donner la priorité a la promotion des droits des femmes. Il est cependant nécessaire de ne pas continuer a se laisser limiter par cet état de choses pour devenir la défenseure des droits des femmes, au moins au sein de la société séculaire.

Le champs privilégié de l'action de l'Eglise en tant que façonneuse d'une culture fondée sur les droits humains des femmes devrait être l'éducation. Education des femmes sur leur dignité de filles de Dieu et sujets de droits, pais éducation également des hommes sur une masculinité saine exempte de machisme et de sexisme e conforme aux valeurs de l'Evangile. L'Eglise devrait être elle-même en faveur d'une éducation sexuelle ample qui capacité tant les homes comme les femmes a vivre une vie de couple caractérisée par la responsabilité, le respect mutuel et la justice. Cette éducation sexuelle sera la meilleure contribution pour prévenir toute violence et abus sexuel et pour rendre possible une paternité et une maternité choisies et responsables.

Les conditions de pauvreté, le manque d'éducation, l'existence de la violence de genre, etc.. qui malheureusement caractérisent les sociétés centroaméricaines contribuent au phénomène de grossesses non désirées, aussi trop souvent chez des petites filles et adolescentes. Il incombe aux législateurs dans chaque pays de créer les lois correspondantes et a l'Etat par la suite de prendre les mesures appropriées pour garantir la sécurité et la vie de toutes les femmes, catholiques ou non. En outre et dans ce même esprit nous espérons que notre Eglise reconnaisse que les catholiques qui

soutenons la dépénalisation de l'avortement thérapeutique agissons mus par la compassion chrétienne et parce que nous considérons que cette mesure est une réponse viable a un problème social très ancien et préoccupant.

Si l'Eglise voulait s'abstenir de démoniser ceux et celles au sein de la communauté catholique qui défendent ces positions il serait possible d'ouvrir un espace de dialogue et de réflexion commune qui nous permettrait de clarifier des valeurs, qui en étant à l'écoute avec respect les uns des autres et reconnaissant de la légitimité aux préoccupations de chaque partie permettrait de découvrir des chemins viables face a un problème aussi urgent. Il est bien connu que personne ne hait plus l'avortement qu'une femme qui en a besoin.

C'est dans l'exercice de notre responsabilité comme croyants au sein de notre communauté ecclésiale que nous vous saurions gré de bien vouloir accepter notre disposition a initier un dialogue avec vous, comme un des responsables spirituels de l'Eglise, sur es questions qui sont parmi les plus difficiles, mais en même temps les plus urgentes qui existent.

Avec nos salutations respectueuses,



EN/RE

THE EUROPEAN NETWORK CHURCH ON THE MOVE
RÉSEAU EUROPÉEN ÉGLISES ET LIBERTÉS
EUROPÄISCHES NETZWERK KIRCHE IM AUFBRUCH
RED EUROPEA IGLESIA POR LA LIBERTAD

Association dotée du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe
Association enjoying participatory status to the Council of Europe
<http://www.european-catholic-people.eu>

Secrétaire général, François Becker, 52 rue de Verneuil, F- 5007 PARIS; f.becker@noos.fr
Secrétariat : Simon Bryden-Brook : 14 West Halkin Street, LONDON SW1X 8JS UK; brydenbrook@talk21.com
Hugo Castelli : Anastro 34, E-28033 MADRID; hccastelli@hotmail.com; Elfriede Harth: Postfach 190371, D-60090, FRANKFURT/MAIN; e.harth@yahoo.com ; Hubert Tournès :10 avenue de Provence, F- 44500 LA BAULE; hubertournes@orange.fr

9 novembre 2009

Madame Florence Bastien
[Institut Catholique de Paris](http://www.institut-catholique-de-paris.fr)

21, Rue d'Assas
F-75006 PARIS Cedex 06 - FRANCE
+33 1 44 39 52 00
f.bastien@f2scom.com

Madame,

A l'appel du **Comité Oscar Romero**, qui, à partir de la foi du Christ et en solidarité avec les personnes précarisées et avec la lutte des peuples latino-américains; le Réseau européen Eglises et Libertés tient à vous exprimer sa vive préoccupation à l'annonce de la remise des insignes de Docteur Honoris Causa de l'Institut Catholique de Paris au Cardinal Evêque de Tegucigalpa (Honduras) Oscar Rodriguez Maradiaga, ainsi qu'à l'ancien directeur général du Fonds Monétaire International (FMI), Michel Camdessus.

S'il est certain que le Cardinal Maradiaga avait pu montrer ces dernières années - en particulier au moment de sa candidature pour la succession de Jean-Paul II - une image progressiste de défenseur de la cause des pauvres; à partir du coup d'Etat du 28 juin 2009, ses déclarations ont provoqué la déception parmi le peuple hondurien.

Il ne s'agit pas seulement du fait que, comme d'autres membres de la Conférence épiscopale hondurienne et avec le total appui du Vatican, il n'ait pas dénoncé le coup d'Etat. Mais il l'a surtout légitimé en déclarant que « la Constitution a été respectée par les putschistes ».

Il n'a pas condamné ni évoqué les assassinats, les tortures et les détentions massives dont s'est rendu coupable le gouvernement putschiste. Il n'a pas prononcé une seule parole sur la suppression des libertés civiles ni sur la fermeture des médias qui ne voulaient pas se soumettre aux putschistes, en particulier la radio jésuite, Radio Progreso.

Le Cardinal Maradiaga a choisi le camp des militaires et des grandes familles putschistes, au contraire de Monseigneur Luis Alfonso Santos (Evêque de Santa Rosa de Copan), de la Confédération des Religieux du Honduras, du Gouvernement provincial apostolique des Jésuites au Honduras et des Dominicains d'Amérique centrale qui ont condamné le coup d'Etat et les crimes commis.

Il nous est aussi particulièrement affligeant de constater que le Cardinal sera honoré en même temps que Michel Camdessus, dont les politiques qu'il a impulsées à la tête du FMI de 1987 à 2000 ont été reconnues coupables d'encore plus grandes souffrances parmi les peuples que le coup d'Etat militaire hondurien. Certains analystes ont même appelé ces politiques du FMI « les crimes économiques contre l'humanité ».

Nos valeurs chrétiennes nous font douter du bien fondé de l'octroi du titre de Docteur Honoris Causa à ces personnes ainsi que de l'adjectif « Catholique » de votre Institut (MT, 25-40).

Veillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Simon Bryden Brook Hubert Tournès
Cosecrétaires

Copie : Cardinal André Vingt-Trois, Chancelier de l'Institut catholique, Nonce apostolique, Ambassadeur du Honduras, Premier Ministre, Ministre de l'Identité Nationale et de l'Immigration, Ministre des Affaires Etrangères, AFP

Le Réseau européen Eglises et Libertés est une convergence spontanée d'organisations —associations, communautés, groupes et réseaux informels — de chrétiens et de chrétiennes majoritairement catholiques d'Europe partageant :

- la vision d'une Eglise prophétique, œcuménique, solidaire, aimante qui n'exclut ni ne discrimine et qui marche dans la voie de Jésus le libérateur,
- la volonté d'œuvrer, dans le respect de la diversité culturelle et religieuse pour la paix, la justice, la liberté, les droits humains et la démocratie, y compris dans l'Eglise Catholique (*Déclaration des droits et libertés dans l'Eglise catholique*. Réseau Européen 1994).

Il se déclare membre de l'Eglise Catholique en qualité d'association jouissant de la liberté d'association selon le droit de l'Eglise catholique (CIC, Canon 215).

The European Network Church on the Move is a spontaneous convergence of organisations —associations, communities, informal groups and networks — of Christians from Europe in majority Catholic sharing :

- the vision of a Church prophetic, ecumenical, supporting, loving which never excludes nor discriminates and follows in the steps of Jesus the liberator and
- the will to work, respecting cultural and religious diversity, for peace, justice, freedom, human rights and democracy, including in the Catholic Church (*Declaration of rights and freedoms in the Catholic Church*, European Network 1994).

It declares itself an integral part of the Catholic Church enjoying the freedom of association under the law of the Catholic Church (CIC, Canon 215).

Pour un Autre Visage d'Eglise et de Société, Werkplaats voor Theologie en Maatschappij (BELGIQUE/BELGIE); Emmaus Rychnov nad Kneznou, Ecclesia silentii-Praha-Communauté (observateur) (CZECH REPUBLIC); Església Plural (CATALUNYA) ; Initiative Kirche von Unten, Initiative Christenrechte in der Kirche, Wir sind Kirche (DEUTSCHLAND); Collectiu de Dones en Església, Corriente Somos Iglesia, Iglesia de base de Madrid (ESPAÑA); Droits et Libertés dans les Eglises, Femmes et Hommes en Eglise, Fédération des Réseaux du Parvis, Nous sommes aussi l'Eglise, Partenia 2000 (FRANCE); Bokor (HONGRIE); Brothers and Sisters in Christ (IRELAND); Noi siamo Chiesa (observateur) (ITALIA); Mariënborg Vereniging, WRK, Kerk Hardop (NEDERLAND); Wir sind Kirche (ÖSTERREICH); Somos Igreja (PORTUGAL); Katolsk Visioner (SWEDEN); Netzwerk Offene Kirche Schweiz (SWITZERLAND); Catholics for a Changing Church, Catholic Women's Network, St. Joan's International Alliance (GB-section), Catholic Women's Ordination, The Living Word Trust, We are Church (UNITED KINGDOM); Catholics For Choice-Europe, Fédération européenne des prêtres catholiques mariés EUROPE) _ Associés à/Affiliated with: Association for the Rights of Catholics in the Church; Call to Action, Catholic Organizations for Renewal (USA); Catholics For Choice (USA-INTERNATIONAL), International Federation for Renewed Catholic Ministry (INTERNATIONAL).

Note: Le 13 novembre, l'Institut Catholique de Paris a émis un communiqué en disant que la cérémonie s'avait pour le 24 novembre s'avait ajournée parce que le cardinal Maradiaga ne pouvait assister ce jour là.

Bref rapport pour une conférence au Parlement européen sur la violence aux femmes par le rameau mexicain de *Catholics for Choice*

Femicide / Violence de genre

J'ai eu l'occasion de participer à un colloque sur le Femicide au Parlement européen, le 19 Novembre. Il y a deux ans, le PE a adopté une Résolution condamnant le Femicide comme pratique la plus extrême de violence contre les femmes.

Le Femicide ou Femicide est "l'homicide" de femmes parce qu'elles sont femmes. Il faut distinguer cette forme d'assassinat de "l'homicide d'une femme" lorsque l'identité de genre n'est pas constitutive de l'acte criminel. Par exemple, lorsqu'une femme est tuée pour lui voler quelque chose ce n'est pas en tant que femme qu'elle est tuée, mais en tant que personne que l'on veut dépouiller d'une propriété.

Mais le meurtre d'une femme parce qu'elle est femme, parce qu'elle est considérée "propriété" d'un homme ou parce qu'elle a un comportement "déviant" en tant que femme (prostituée, serveuse, etc.), ou parce que sa "vie privée" ne correspond pas aux paramètres définis par les "normes sociales", on parle alors de "femicide".

Ce phénomène de femicide a surgi au Mexique depuis une quinzaine d'années et puis aussi en Amérique Centrale, mais il est diagnostiqué dans un grand nombre d'autres pays latino-américains également. Ciudad Juarez, ville frontalière avec les États-Unis, a été la première où l'on a constaté que des centaines de femmes étaient tuées de manière très violente, souvent cruelle, souvent par des inconnus, et pour des raisons et dans des conditions très mal définies. Il s'agit majoritairement de femmes particulièrement vulnérables, car jeunes et pauvres. Mais il y a aussi des victimes bébés, enfants et de troisième âge.

Les gouvernements de ces pays se sont engagés à faire quelque chose mais la situation ne cesse d'empirer. Le nombre de femicides augmente, l'impunité est presque totale, il n'est pas rare que les criminels soient des membres des forces de l'ordre. La militarisation des pays (pour "augmenter la sécurité") ne fait qu'aggraver la situation, car les forces de l'ordre ne sont pas utilisées pour protéger les femmes mais pour réprimer l'opposition, etc... Ceci a été particulièrement flagrant au Honduras, lors du récent coup d'État approuvé par le Cardinal Rodriguez Maradiaga.....

L'évêque de Ciudad Juarez a qualifié ces victimes de "femmes scandaleuses", ce qui montre le degré de culpabilité de l'institution ecclésiastique dans la propagation d'un phénomène dans une société qu'elle a forgée culturellement depuis 500 ans (jouissant pratiquement du monopôle religieux pendant ces 5 derniers siècles).

L'acharnement de l'épiscopat catholique sur tout ce qui touche au rôle des femmes dans la famille, à sa fonction reproductrice et à son corps, n'est pas sans contribuer, pour une large part, au maintien d'un imaginaire qui, par temps de crise du patriarcat, est exacerbé par tous les fondamentalismes.

Il me semble que nous devrions, pour toutes ces raisons, nous atteler à travailler de manière prioritaire à la justice de genre et à la déconstruction de tout ce imaginaire pathologique et pathogène pour offrir des perspectives de guérison que nous pouvons trouver dans notre tradition et dans nos textes sacrés.

Atelier Afrique:

Les sociétés civiles émergentes en Afrique

Un peu partout en Afrique, au moins en Afrique francophone que je connais un peu mieux, on parle de plus en plus de « société civile ».

Au sein du Réseau Européen Eglises et Libertés, nous avons créé un Atelier Afrique. Et dans le cadre de cet atelier, nous nous sommes fixés un objectif : « soutenir les sociétés civiles émergentes en Afrique ».

Vaste programme !

Mais combien important : Marou Amadou du FUSAD (Front Uni pour la Sauvegarde des Acquis Démocratiques) et membre de la coalition Publiez Ce Que vous Payez nigérienne et Ali Idrissa, Coordonnateur de cette même coalition, étaient à Paris en octobre 2009.

Marou a été arrêté et incarcéré le 10 août pour les positions qu'il avait prises en tant que Président du Fusad sur le coup d'état constitutionnel. Il a été mis en liberté provisoire après cinq semaines d'incarcération.

Des membres de la Coalition Publiez Ce que Vous payez France les rencontrés.

Voir interview sur :

http://www.dailymotion.com/video/xaqp7y_publiez-ce-que-vous-payez-niger_news

Marou Amadou, comme Ali Idrissa, tous deux nous ont dit et répété combien ils comptent sur notre soutien et sur le soutien de la communauté internationale dans leur combat pour une meilleure répartition des richesses et pour la démocratie.

Gérard Warengem

Président de Partenaria 2000

La Commission de Movements sociaux (MMSS) d'Iglesia de Base de Madrid (IbdeM) s'associe a PCQVP

Dans l'assemblée générale du rencontre annuel du RE/EN au moi de mai 2009, il fut accordé que le Réseau européen soutient les objectifs de la coalition Publiez ce que vous Payez (PCQVP) et invite a ses organisations membres à entrer dans la coalition PCQVP dans leurs pays respectifs pourvu qu'elles peuvent travailler en équipe avec les autres membres de PCQVP dans leur pays.

Quoique MMSS seulement a été accepté comme associé depuis un par de semaines seulement, nous avons été en train de recevoir depuis l'été de 2009, chaque jour, beaucoup de rapports en français et en anglais au sujet de la faute de justice sociale dans les pays africains et dans d'autres régions du monde.

Maintenant nous avons accordé à collaborer avec l'organisation le plus active dans la coalition PCQVP en Espagne, Intermón Oxfam (IO) dont l'activité principale dans les industries extractives, c'est:

Travailler comme partie d'un *lobby* international pour avancer des changements législatifs pour augmenter la transparence fiscal des multinationnelles;

Travailler de manière permanente avec différents ministères du gouvernement espagnol, en association avec FRIDE, pour augmenter la transparence dans les affaires.

Rencontrer régulièrement la haute gérance des multinationnelles espagnoles pour implanter des conditions éthiques dans ses activités au secteur du gaz et pétrole dans le tier monde.

IO a demandé a MMSS que nous les aide à:

- Expliquer les objectifs de la coalition PCQVP + IO à la société et spécialement à nos membres et à nos contacts dans les organisations alliées dans le Forum Social de Madrid;
- Participer dans les réunions d'actionnaires pour demander des questions sur l'éthique des affaires dans le traitement des pays du tier monde et ses habitants;

- Travailler ensemble avec les groupes locaux de PCQVP et/ou IO en Afrique et Latinamérique afin de canaliser leur problèmes relationnés avec des multinationelles étrangères au Conseil d'Europe et PE à travers le RE/EN.

Si beaucoup des organisations membre du Réseau européen entrent dans la coalition PCQVP, nous allons tenir des réunions très intéressantes chaque année dans l'Atelier Afrique.

Pour entrer dans la coalition PCQVP et trouver les autres organisations membres dans votre pays, nous vous sugérons d'abord à lire les « *Mission Statememts* » de PCQVP (publiés dans Euronews 32 à la page 54 dans l'édition française, page 56 dans l'édition anglaise et page 62 dans l'édition espagnole et ensuite vous mettre en contacte avec Joseph Williams: jwilliams@publishwhatyoupay.org.

Et demander la formule d'enregistrement et les contactes de PCQVP dans votre pays. Joseph connait le Réseau parce qu'il a fait une présentation à l'Atelier Afrique dans la rencontre de Londres en mai 2009.

Hugo Castelli, MMSS, IBdeM

NE PAS TRAHIR LE COURAGE DE LA FOI DES PAPES ET DES PÈRES DU CONCILE

Déclaration sur la communication finale de la Congrégation de la Foi
Sur la PETITION VATICANUM II du 14 août 2009

Le 14 août 2009 la Congrégation de la Foi a , par l'intermédiaire de la nonciature apostolique en Allemagne, fait la simple communication suivante aux initiatrices et initiateurs de la PETITION VATICANUM II (www.petition-vaticanum2.org): « La Congrégation de la Foi confirme la réception de vos deux lettres (citées ci-dessus). Le discours du Saint Père à la Curie romaine à l'occasion des Voeux de Noel (22 décembre 2005) ⁵ expose les principes herméneutiques pour une interprétation correcte des documents du Deuxième Concile du Vatican. »

Les initiatrices et initiateurs de la Pétition font la constatation suivante :

1. La nonciature apostolique est la représentation permanente du Pape en Allemagne et s'en est fait ici l'intermédiaire. **La Congrégation de la Foi n'est manifestement pas prête à une communication directe** telle qu'elle a été souhaitée à plusieurs reprises par les initiatrices et initiateurs internationaux.
2. Le renvoi de la Congrégation de la Foi aux réflexions papales - circonstanciées, mais d'une teneur globale et défensive - de décembre 2005 sur les règles inflexibles de l'interprétation des décisions conciliaires **ne répond pas à la demande actuelle de PETITION VATICANUM II** : pour les signataires il s'agit de rappeler le caractère immuable des décisions conciliaires centrales permettant aux membres de l'Eglise catholique romaine de donner un témoignage crédible dans le monde d'aujourd'hui.
3. La réponse autoritaire aux questions d'interprétation conduit obligatoirement à une **incapacité de dialogue et à la fondamentalisation**. Le résultat en est la rupture de la tradition – déplorée aussi par le Vatican – pour les générations futures, rupture que nous pouvons déjà observer aujourd'hui à bien des égards.

Il est à craindre que de telles manoeuvres d'autodéfense et de diversion continueront à illustrer le **style des réflexions vaticanes sur la réception des décisions conciliaires** – jusqu'aux décisions établissant les documents conciliaires à reléguer au second plan dans les négociations avec la confrérie St. Pie X.

⁵ http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2005/december/documents/hf_ben_xvi_spe_20051222_roman-curia_fr.html

D'une relégation au second plan sont surtout menacés, aux yeux des signataires de la Pétition, les documents conciliaires mentionnés par eux sur l'oecuménisme, les rapports avec les religions non-chrétiennes, la liberté de religion et la vie de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. Car, pour la confrérie sacerdotale fondamentaliste de St Pie X, ces documents contiennent de nombreuses déclarations qui ne respectent pas la continuité nécessaire et permanente de l'enseignement catholique

Il est impérieux d'exercer une vue critique sur la tradition catholique romaine qui contribue à démasquer des traditions ayant souvent déformé pendant des siècles le coeur du message chrétien de l'amour sauveur et libérateur de Dieu. Or, c'est justement une telle critique de la tradition qui a été ressentie comme une menace par les combattants « pour une continuité ininterrompue » de l'enseignement catholique.

Soulignons que le Pape actuel – alors théologien du Concile – a déploré en 1967 **l'absence d'une critique de la tradition**, - qui, avec le Concile, aurait permis un réel renouveau à la suite d'un processus de conversion et de réconciliation, - dans un commentaire de la Constitution Dogmatique sur la transmission divine : « *Vaticanum II n'a, malheureusement, apporté aucun progrès sur ce point, et, au contraire, a pratiquement ignoré ce moment de critique de la tradition,,Un concile qui, précisément, se considèrerait sciemment comme un concile réformateur et reconnaissait ainsi la possibilité et la réalité d'une déviation de la tradition, aurait pu accomplir un pas essentiel dans les questions théologiques fondamentales de lui-même et de son propre vouloir.* »

Un développement de la transmission continu et critique envers la tradition a besoin de dialogue entre la pratique pastorale ouverte, la recherche et l'enseignement scientifiques de l'oecuménisme, de l'interreligion et de l'interdiscipline et une direction ecclésiale capable de communication. Cette forme de culture de la tradition - qui inclut aussi l'admission de culpabilité et des processus de conversion – est un trait essentiel, malheureusement souvent omis, de la tradition judéo-chrétienne. Malgré toutes les résistances, beaucoup de communautés juives et chrétiennes réalisent ce processus de développement dans le monde jusqu'à nos jours – sous le signe de la confiance en la Parole de Dieu.

La position défensive du Vatican en face de l'engagement réformateur catholique interne dans le monde entier fait l'effet d'un besoin de contrôle et de sécurisation inconciliables avec la Bonne Nouvelle de Jésus ou avec les aspirations d'une *communio* (communauté) dans le sens du dernier concile. Les sanctions qui en résultent suscitent actuellement dans la pratique pastorale, dans la science et dans la direction ecclésiale des **angoisses qui paralysent la vie ecclésiale à bien des égards**. L'objet de PETITION VATICANUM II était et est toujours l'appel exprès à **ne pas trahir le courage de la foi des papes et des pères du Concile**.

Essen, pour le 11 octobre 2009, jour du 47^{ème} anniversaire de l'ouverture du Concile.

Responsable juridique de la rédaction: Prof. em. Dr. Norbert Scholl, Angelhofweg 24b, 69259
Wilhelmsfeld / Allemagne
Prof. Dr. Josef Imbach, Suisse
Hans Peter Hurka, Mosergasse 8, 1090 Wien / Autriche

Contact pour la presse: www.petition-vaticanum2.org/pageID_7455292.html

Christian Weisner
+49 (0) 172 – 5184082
+49 (0) 8131 - 260250

presse@petition-vaticanum2.org

Sigrid Grabmeier
+49 (0) 991 - 29 79 585
+49 (0) 991 - 29 79 585
sigrid@grabmeier.net

THE NERVOUS DISCOMFORT

A study by the WRK about the Church and Sexuality.

INTRODUCTION

There is no shortage of pronouncements about human sexuality in our Catholic Church. So many statements have been and are still produced by popes and councils, by bishops and theologians, that one gets the impression that orthodox views and irreproachable behaviour in this field are the central touchstones for being a good Catholic.

Two observations can be made here.

When discussing human sexuality other Christian churches tend to be much less outspoken, and more room is left for personal interpretation and responsibility. So one wonders if all churches use the same sources and do this in a responsible way.

And in a different area of ethics, namely social ethics, popes, bishops and theologians usually avoid absolute and detailed statements. Reference is made to a number of central principles of the 'social doctrine of the Church' – justice, equality, human dignity, tolerance, subsidiarity, solidarity – but concrete applications of these principles are less frequently made. This restraint acknowledges that our society is pluralistic and continuously developing: time and circumstances play their roles, one cannot easily formulate rulings that apply always and everywhere.

But when sexuality is on the agenda the situation is different: here many things seem to be fixed for time and eternity. How did this specificity arise? How do we react when people say that sexuality appears to be a catholic hobbyhorse? How do we answer the criticism that we seem to have but little respect for personal freedom and responsibility?

Let us have the honesty to admit that behind this abundance of pronouncements and rules there lies a serious concern. For it may be true that human sexuality is a 'natural' phenomenon, but a humane and dignified living out of it requires a 'culture'. Convinced that sexuality is a gift from God, churches may rightly feel called to assist people in finding the best and most enriching concrete forms for expressing it.

But just beyond the border behind the charming little town of Concern lie the villages of Overanxiety and Meddlesomeness. The church's concern evokes resistance. For the ideals that are preached are experienced as unfeasible, the arguments they are founded on do not convince (any more), and personal freedom and responsibility feel ill at ease with detailed and unchangeable precepts.

Across the border, therefore, concern becomes counterproductive, a burden rather than a support, and perhaps even a means of exercising power over consciences. In January 1969, in a report about *The Ethical Attitude of Christians in the World*, the Pastoral Council of the Dutch Church Province spoke about the "nervous discomfort dominating our reflections on the human body, sexuality and marriage".

One aspect of good church governance – the general theme our Study Group concentrates on – is dealt with in this brochure, namely the foundation and the convincing power of the pronouncements and rulings produced by our church with regard to human sexuality. There is a widespread feeling – and we share this – that there are more claims than proofs. If there is so much discomfort, if such a striking number of people, also devoted believers, say that they feel uncomfortable about what their church says and decides, and that all this is rather remote from daily life, we cannot but feel that something is lacking in the power to communicate and to convince. But we think the ailment is worse than that: arguments are used that lack credibility, and sources are referred to that do not deserve this name.

The text we offer here is exactly about this question: have we got good arguments for speaking the way we actually do, and for acting the way we do? This is a question each church member has to face, from the pope at the top to every woman and man at grassroots level. As a believing community we are making a common search for an appealing and relevant message, and for a practice in which our faith insights offer us a fruitful and enriching guideline.

Two chapters are found in this study. First we take a – critical – look at the sources for a discussion of sexuality that is both faithful and relevant for our time: where do we find those sources, and how do we use them in a responsible way? In the second chapter an attempt is made to apply what we have found in three areas: marriage and family, homosexuality, and celibacy.

These two approaches, taken together, we offer as a kind of guidebook for correct and fruitful discussions on human sexuality.

Authors of this short study about Church and sexuality are the members of the Dutch Study Group for Good Church Governance (Werkverband voor de Rechtscultuur in de Kerken: WRK). Our name indicates the task we have set ourselves: contributing to a good, and possibly an exemplary church order, which is consistent in itself and is realized everywhere without exception. Whenever we find this ideal is inadequately realised, we propose amendments. We do this in response to the invitation found in the Code of Canon Law which in canon 212 says that Christ's faithful have the right, indeed at times the duty, to share their views on matters which concern the good of the Church with the sacred pastors and others of Christ's faithful.

On the basis of this invitation we have already published a text advocating the introduction of a retirement age and limited terms of office for popes [See: Popes for Life...]

Members of the Study group are at this moment: Herman Brinkhoff, Ruud Bunnik (chairman), Bert van Dijk, Ties van Kerkhoff, Peter van Kessel and Svetko Veliscek (secretary).

CHAPTER ONE

HOW BINDING ARE OUR SOURCES?

The Bible is a product of its time

As the story and testimony of God's involvement in man and world the Bible has a lasting significance: the biblical message must always and everywhere be a guide for our lives.

But the biblical texts are also the children of their moment of origin: they were written down by people living in specific historical situations and cultures, and using the words and concepts that were prevailing then and there. This does not take away from their importance, but it does oblige us to a critical sifting: which elements have this lasting significance, and what was so coloured by accidental circumstances that we are entitled to deal with it more freely?

Examples are easy to find. That the world was created in six literal days we do no longer see as a point of doctrine. That the sun rises in the east and goes down in the west is, we now know, an expression connected with a view of the cosmos that is no longer ours. That Abraham was prepared to sacrifice his son to God we still think an edifying story, but not an example to follow. Slavery and death penalty do not fit any more in our view of the world and the human person.

We also deal differently with the biblical views and stories about human sexuality. We understand that a developing nation wanted abundant offspring, but we also think that the biblical assignment to 'fill the earth' (Genesis 1.28) has been carried out sufficiently. The Bible's call for marital fidelity we consider still valid for our days, but the answers to our questions about family planning we must work out ourselves.

It is, moreover, good to realize that in the time of the New Testament there was a strong feeling that the second coming of Christ and the end of the world were near. This could lead to a relativising view of marriage and posterity. Feeling that the time had become short Saint Paul could advise those who had wives to live as if they had none (I Corinthians 7.29). However, this is no longer our view of the future.

So the Bible does not offer us a detailed plan for an up-to-date and humane living out of our sexuality.

Not all traditions are perpetually obligatory

In our preaching the faith and in our church order much attention is paid to continuity. And rightly so, since we are called to pass on the treasure of faith that was entrusted to us: our future as Christians is the offspring of our past. But our believing community develops new forms every day, and that challenges us to take a critical look at our inheritance. So the simple fact that something is a tradition does not mean that it is therefore binding for ever: we may and must also ask whether the motives which once led to a specific tradition still apply. No tradition can, purely because it exists at a given moment, claim continuation.

So from time to time we revise and change our liturgy, for instance because we now prefer to celebrate in our native language. Still thankful for the energy theologians of every century devoted to formulating Christian doctrine, we now say that certain formulas are outdated. Fully acknowledging that our church community needs leadership we regularly adapt the allotment of tasks to ordained and non-ordained church members, and are gradually leaving behind us the tradition which reserves the ordained ministries for unmarried men.

The old-testament biblical heritage has not burdened the Christian renewal movement with a heavy load of negative or detailed ideas about human sexuality. Still, we often opt for more 'chaste' interpretations of certain texts. Finding it rather embarrassing to have in our Bible this Song of Songs, a somewhat straightforward 'marriage oratory', we decided to introduce a so-called allegorical explanation: this love story was an attempt to describe God's love for his people, or Christ's love for his church. And Jesus' famous parable about the Sower (Matthew 13.1-23) was adapted to our nervous discomfort: married people produce a crop yielding thirty times what was sown, widows and other abstinent people sixty times, and virgins a hundred times.

Far behind us we have also left the theologians' speculations whether original sin was a sexual offence, whether leprosy and pestilence were punishments for sexual misbehaviour, and whether every marital act should be open to procreation.

There is more than one morality

So there is no denying that moral views changed in the course of history. But we should also admit that different ethical views could exist alongside each other, and still do. In some cultural settings capital punishment is accepted, whilst others reject it vigorously. A form of government that tightly controls and directs people is preferred by one nation, whereas another opts for almost unlimited

freedom. Divorce is almost impossible in some countries, but quite easy to get in others.

All this raises complicated questions. Helped by all kinds of declarations on human rights we seem to be moving towards a world wide moral charter, but how specified and how obligatory can this be, how much variation is acceptable?

At any rate: a thing we should be cautious about is the claim that one specific set of moral convictions is superior to another. Religions and other systems of ideology seem inclined to support this idea, referring to God's will, but in our secularised world this hardly counts as an argument any more.

An appeal to natural law?

A lot of sensible things about morality can be said without explicit reference to God's will. In attempts to find out how people should live and behave we often make use of the concept of 'moral natural laws' – not to be confused with physical laws which mainly register phenomena such as the earth revolving around the sun, and water turning into ice at zero degrees. This concept of moral natural laws, found in a careful study of the 'nature of things', is supposed to help us find rules and directions for our behaviour.

As such this seems to be a useful approach, if only because here is common ground for an exchange of views by all human beings, whether believers, agnostics or atheists.

Still, it is not certain that 'studying nature' can lead to a clear, universal and definitive code, a detailed key map or navigation system for morally acceptable behaviour. One reason for doubts is that human beings – who are themselves part of this 'nature'! – are continuously changing. So what nature are we talking about?

But more importantly: human beings can develop insights, can distinguish between good and bad, and have the freedom to make choices. We are not the slaves of nature, just carrying out uncritically what nature seems to prescribe. We interfere in nature and do things which may be called 'unnatural'. In good conscience we change the course of a river, build hothouses to grow summer vegetables in the heart of winter, and ask our physicians for medicines and operations to counter the 'natural' decline of our bodies.

Accordingly statements such as 'what is natural is good, and what is unnatural is not correct' are much too general to offer us moral footing. Natural law does not tell us what we must do, it is not a call to mechanical obedience, but it is an invitation to start thinking about consequences. Natural law is a dynamic concept

This also applies in the field of human sexuality. What we may or must do – or the opposite – does not follow automatically from our biological constitution. Not everyone is obliged to marry and produce children. Birth control means interfering in natural processes. And an intimate relation with a person of our own sex: why should this be morally objectionable? In the course of time we have emancipated from our dependence on nature, and have started to 'cultivate' our human existence. This freedom entails risks, but it is a lasting gain.

With the eyes of women or of men

It is good not to forget that any statement about human sexuality is made by people who have a specific sexual identity themselves, be it female or male. This identity is bound to be reflected in both our perception of things and in our statements. We need not blame each other for that, but we should be aware of the risks involved, and make each other sensible to them. If we ignore this bias, we run the risk of promoting 'partial' views too easily into general and unchangeable doctrine.

In other words, and in somewhat more scholarly terms: our thinking and talking is coloured by our

anthropology, our view of humankind. Saint Paul's statement that "the husband is the head of the wife" (Ephesians 5.22-23) is a typically male view. It may be true that on the official level the old doctrine of woman's submission to man has been discarded, but when one hears certain church officials talk about the specific difference between men and women the impression remains that women are still on the losing side. If, in Christian tradition, women had been given the chance to speak out as often as men, the church's words about sexuality would sound quite differently.

Words that suggest what we should think

Words may sound quite harmless and neutral, but in fact they also suggest how we should think. It is especially authoritarian regimes that tend to argue 'ideologically'. George Orwell, in his novel *Nineteen Eighty-four* (1948), shows us how the authorities introduce 'Newspeak', and clearly refers to the language manipulation by the Nazi regime: talking about 'the people' they meant 'the leaders'.

Something similar can be found in our church. The clearest example is provided by the use of the word *church*. What does the statement 'the church believes that ...' in fact refer to? To the universal Christian church of all centuries, to the present-day ecumenical community of all Christian churches taken together, to the Roman Catholic church only, to this community in its totality, to its leaders only, or to the pope personally?

Other words can be used ideologically as well, for example *truth, validity, holy and sacramental*. Calling the pope our holy father, stressing that marriage is a sacrament, and saying that only an ordained priest can guarantee the validity of a Eucharistic celebration: such expressions may contain the message that critical questions are unbecoming.

And the opposite can also be true. That the church community is the People of God was a cherished concept of the Second Vatican Council. Nowadays this term seems to be used far less frequently. Is this because it is considered a 'dangerous' concept by those who want a return to the old hierarchical order?

CHAPTER TWO

THREE SPECIFIC AREAS

In the first chapter of this study we paid attention to a number of factors that play a role in formulating doctrine and delineating the life of the church community. We also gave a number of examples, both general and with a view to sexuality.

In this second chapter we try to apply our findings on three specific areas: marriage, family and family planning; homosexuality; and celibacy.

In order to facilitate discussions about these subjects we offer our text in the form of short notes and theses.

Marriage, family and family planning

1.

With respect to marriage and family neither the Bible nor church history offer us a complete doctrine or a fixed and uniform set of rules for our behaviour. There is always variety and development, and a search for answers to new questions. Appeals to God's institution and God's will should, therefore, not be made too easily.

2.

In the age and cultural setting in which the Bible was given its shape, patriarchal thinking was dominant: men take pride of place and have more rights and liberties than women. A good example is found in Saint Paul's famous statement that the man is the head of the wife (Ephesians 5.22-24). Even today the concept of an equal partnership of women and men is not fully recognized. So we should always ask whether there is patriarchal thinking behind what the church says or decides.

3.

It is understandable that, in the period when Israel was growing into a nation, an extensive progeny was highly valued. Accordingly it was almost necessary for a man to take a second wife in case his first one proved infertile. Abraham is an example of this (Genesis 16.16). This also explains why the brother of a man who had died childless had the duty to father children with his sister-in-law (Genesis 38. 6-10).

Alongside this 'procreation motive' we also find the 'personalist' idea of man and woman becoming one flesh (Genesis 2.24, taken over by Jesus in Matthew 19.3-9). In the course of time this latter approach has become dominant, but polygamy was long accepted. David had several wives (2 Samuel 5.13), Solomon even an unbelievable number (I Kings 11.1).

So there is no strong biblical support for the assertion that God only instituted monogamous marriage.

4.

As a matter of fact the New Testament writings show many traces of their Jewish origin. But as the Christian churches spread in other cultures they took over the ideas and rules found there – often quite different among themselves. Christian ideas about sexuality are always embedded in specific and mutually different cultures.

5.

In the course of time, and depending on the cultural setting, there were, for example, different ideas about which degrees of consanguinity excluded marriage. Often church law on marriage adapted to what was customary locally, with, as a consequence, a lack of uniformity.

6.

Second marriages, after a partner's death, were also looked at differently. Theologian Tertullian rejected them strongly, his colleague Athenagoras could not work himself up to more than calling it 'decent adultery', and others considered a second marriage allowable, but said a third one asked for canonical sanctions.

7.

In the course of time there were differences of opinion regarding what constituted a marriage: the simple fact of starting to cohabit, a public ceremony in which a man and a woman take each other as marriage partners, or sexual intercourse. These different views had their consequences in, among other things, matters of divorce.

8.

Divorce has always been a difficult item. The Old Testament knew certain forms of it. In his famous talk with his disciples, as recorded in Matthew 19.3-10, Jesus strongly endorses the ideal of indissolubility, but also pays his respect to Moses who permitted divorce “because your hearts were hard”. Unfortunately this realistic and mild approach was not continued in the church.

9.

In order to find a way out in the case of stranded marriages canon law has developed various procedures. One of these is the so-called nullity procedure, in which the question is asked whether something went wrong already at the start of the marriage: were the partners under pressure, or did they realise insufficiently what they were entering upon?

Sometimes the resulting nullity decree is a solution. But quite often it lacks credibility, for example in case the partners have been together for many years and have produced children. Moreover, digging up the past can be very painful and does not always lead to convincing conclusions.

In 2004, 70.235 decrees of nullity were granted by canonical courts. This is a shocking number which gives rise to the question whether a form of divorce is not preferable.

10.

In times and cultures in which civil authorities insufficiently regulated marriage, the church sometimes took over. This may have been necessary and useful, but by not stepping back when its services were no longer needed the church burdened its members with a double, and sometimes even contradictory system of marriage legislation. The independence of civil marriage legislation was (and is) not always sufficiently respected.

11.

We have the good luck of living in a country which, generally speaking, has developed good legislation and other instruments to promote marriage and family, leaving room for new developments.

12.

Only around the end of the first millennium the well-known list of the seven sacraments was formed. Calling marriage a sacrament has proved beneficial: people have found support and inspiration in their belief that God accompanies their married life.

Church weddings are meant to be festive occasions, but one wonders if the liturgical texts do not lay too much stress on validity and indissolubility.

13.

Up to this very day the question is asked if divorced (and remarried) people, or cohabiting people, can receive the sacraments, in particular Holy Communion. Even those who feel they have to reject cohabitation and divorce, should be sparing in imposing sanctions.

14.

The imagery of marriage is often used to express the relationship between God and humankind. God is the bridegroom of his people (Ezekiel 16), Jesus is married to his church (Ephesians 5.22-33). It is good to go on using these recognisable and appealing images, for they can clarify reality and make it more transparent. But, of course, imagery has no juridical power.

15.

In every form of birth control, even in complete abstinence or the use of rhythm methods, natural processes are interfered with. Rejecting such interventions with the only argument that they are 'against nature', is irresponsible.

16.

Only incidentally do bishops confirm our conviction that family planning is a matter for our personal decision and responsibility. They should constantly do this.

17.

The fact that birth control has become common use has caused a shift in the way marriage is experienced. The stress on marriage as an institution for procreation has diminished, and there is more room for marriage as a communion of love and lust. Childless couples, among others, are happy about this: their marriage is no longer second best..

Homosexuality

1.

It is good contemporary catholic doctrine to say that sexuality is not only oriented towards procreation, but is also an expression of the bond that joins the partners. Whoever shares this view cannot avoid the question whether the partners in such a relationship can be members of the same sex.

2.

The biblical ideas about homosexuality leave little doubt: homosexual acts are strongly rejected. They are called detestable in Leviticus 18.22, and Saint Paul calls them unnatural (Romans 1.26-27). Still, we must acknowledge that this approach is also coloured by prevailing patriarchal thinking - according to which all men are always dominant – and by a rather static concept of what is 'natural'.

3.

A distinction is often made between being homosexual and practising homosexuality. Such a distinction is useful, since it allows us to qualify the simple fact of someone being homosexual as 'morally neutral': you cannot be blamed for it.

But consistency asks for further reflection. If homosexuality is a 'natural phenomenon', can we hold man's Creator responsible for it? Does he sometimes make mistakes, or can we call this sexual variety neutral or even interesting, one of God's 'inventions'?

4.

Qualifying homosexuality as 'unnatural' is a rather meaningless thing. For every day and without any sense of guilt each of us – we already said this before – does things which interferes with natural processes. We cut out nails and hair, we eat manipulated food, we devise intricate mechanisms to provide the energy we need.

5.

Saying that homosexuality is an 'objective deficiency' or a 'neurotic development disorder' makes people into patients or passive victims of the whims of nature.

6.

The fact that gay people are a statistic minority, a demographic exception to the rule, is no material for a moral judgement. In questions of ethics the concepts of majority and minority are seldom

applicable.

7.

The Roman instruction of November 2005, about the admission of gay men to training for the priesthood, is very disputable. It forbids the admission of “those who practise homosexuality, have deeply rooted homosexual inclinations or support a so-called homosexual culture”, but does not offer clear criteria to those responsible for the selection. Moreover, and even worse, it suggests that homosexuals can hardly be good pastors, which is contradicted by experience.

8.

We have the good fortune of living in a country which constitutionally rejects discrimination on the basis of sexual preference, provides reasonable juridical frameworks for the living together of gay people, and offers arbitration in alleged cases of unequal treatment.

Celibacy

1.

The basic definition of celibacy is negative: not being married. Therefore celibacy as such is beyond praise or blame. Calling celibacy a vocation or virtue is language corruption.

2.

But it is imaginable and praiseworthy that someone is so much devoted to a certain ideal, to a ‘superior value’, that in fact, existentially, no room is left for married life. Here celibacy makes sense, because there is a ‘why’. Nursing the sick, development work or scholarly activity are examples in case. But the ‘Kingdom of God’ can also provide this ‘why’. Jesus refers to this in Matthew 19.10-12, without applying it to - not yet existing- church ministries.

3.

It goes without saying that such ‘indirect’ celibacy can only be praiseworthy if it is a freely accepted consequence of such a ‘why’. Imposed celibacy has no merit at all and does not evoke anybody’s respect.

Admission to certain offices (e.g. a church ministry) or to a community (e.g. a religious order) can be made dependent on a candidate being and remaining unmarried. But religious votes or ordination can never mean that a person completely gives up his or her fundamental right to marry.

4.

It is pointless to speculate whether either marriage or celibacy as such is a higher or more praiseworthy state of life. Only for each individual person the question is relevant whether the best choice is made. In just one case (I Corinthians 7) Saint Paul expresses a personal and cautiously formulated preference for remaining unmarried, but here the context is that he expected Christ’s second coming to be imminent.

5.

Nowhere in the New Testament an explicit link is made between celibacy and any form of ecclesiastical ministry. A few texts suggest that as a rule ministers were married men: 1 Corinthians 9.5; Timothy 3.2,12; Titus 1.6.

6.

In the church of the first ten centuries married ministers were the rule, not the exception. So the linking of ministry and celibacy is a rather young tradition which, and only in the western church,

was given canonical force as late as the Second Lateran Council of 1139. Here an important role was played by a negative view of sexuality in general and the wish to counter the alienation of church property.

7.

The tradition linking of church ministries to celibate life is also a rather restricted one. Up till today the Eastern Orthodox churches have had married ministers, and no single church that 'segregated' later on – Reformation, Anglicanism, Old-Catholics – kept compulsory celibacy. The Roman Catholic practice is a minority practice.

8.

According to present canon law an ordained minister who wants to marry can only do this after resigning from his office. Such a decision, already painful in itself, is made even more difficult – unnecessarily and incorrectly – when he is blamed for being unfaithful: for at the time he chose for ministry-plus-celibacy!

Such a reproach would only make sense if an equivalent alternative had been offered, namely ministry-without-celibacy. But this alternative was and is absent, there is a package deal: both or none. If you buy a car in the only colour available, say dark green, you cannot reasonably be said to be driving this green car in full freedom. Such a reproach also ignores the fact that people have ample freedom to revise their decisions, for instance when a decision once taken proves fruitless, or when a new vocation presents itself.

9.

In present-day church governance a double standard is applied: married men of Catholic birth are not ordained, but 'converts' from other churches can become ordained Catholic ministers, even if they are married. This smells of opportunism.

10.

An increasing number of Catholics do no longer insist on their priests being celibate and feel bereft of possibilities to celebrate the Eucharist due to the increasing shortage of priests. Church leaders who dismiss such feelings with platitudes – praying for vocations – or emergency measures – merging parishes – forsake their task.

11.

Even without a shortage of priests obligatory celibacy will have to be done away with, since it is an indefensible infringement on human freedom.

12.

It is hardly possible to formulate a preference for celibate priests without suggesting that married priests are a second-choice.

13.

The introduction of married priests would hardly cause a stir in this country, where we know married deacons and where every day one meets married lay pastors, both female and male.

POSTSCRIPT

The things that were said above are by no means the last words about 'Church and Sexuality'. We tried to formulate a number of ideas that may help people to keep a correct course in their coming discussions and to avoid bringing in untenable arguments.

The ultimate aim is that we suffer less from the nervous discomfort which so often hinders our thinking and speaking about sexuality.

THE NERVOUS DISCOMFORT (A Brief Summary)

A STUDY BY THE WRK ABOUT CHURCH AND SEXUALITY

In the spring of 2008 the Dutch **Study Group for Good Church Governance** (WRK) published a brochure entitled *The Nervous Discomfort*. Its aim was to offer interested readers a number of systematically ordered thoughts about the way catholic Christians (should) speak about sexuality. The title for this study was taken from a report presented for discussion at the Pastoral Council of the Dutch Church Province (1968-1970).

The Nervous Discomfort has two parts. The first section comments on the sources we use for our thinking and speaking about sexuality, and the second one presents a number of statements for further reflection. Below a summary of the first part is offered, followed by a selection from the 38 theses in the second part.

I. OUR SOURCES

The biblical message must always guide our lives, but the bible texts are also the children of their times of origin. **The bible** does not offer us a detailed plan for an up-to-date and humane living out of our sexuality.

Our future as Christians is the offspring of our past, but the simple fact that something is a **tradition** does not automatically mean that it is binding for ever. Pronouncements on sexuality often show patriarchal thinking, and we have the right and the duty to ask critical questions about our tradition of reserving ecclesiastical ministries to celibate males.

Ethical views on sexuality have not only known historical developments, but different views also exist **alongside each other**. We should not claim too quickly that one set of views is superior to another.

The concept of **natural moral law** can help us to find directions and rules for our behaviour, but it is a dynamic concept, adapting to new times and circumstances. It does not offer us a detailed key map or navigation system for morally acceptable behaviour.

Any statement on human sexuality reflects the **sexual identity of the speaker or author**. Saint Paul's view that "the husband is the head of the wife"(Eph.5.22-23) is a typically male one. If, in Christian tradition, women had been given the chance to speak out as often as men, the church's message about sexuality would sound quite differently.

Words spoken to us are often **suggestive**: this is how you should think and act. Terms like truth, holy, valid and sacrament often contain the message that critical questions are unbecoming.

II. SELECTED THESES

(On marriage, family and family planning)

With respect to marriage and family neither the Bible nor church history offers us a complete doctrine or a fixed and uniform set of rules for our behaviour. There is always variety and development, and a search for answers to new questions. Appeals to God's institution and God's will should, therefore, not be made too easily.

Divorce has always been a difficult item. The Old Testament knew certain forms of it. In Jesus' talk with his disciples (Matthew 19.3-10) he strongly endorses the ideal of indissolubility, but also pays respect to Moses who permitted divorce "because your hearts were hard". Unfortunately this realistic and mild approach was not continued in the church.

In every form of birth control, even in complete abstinence or the use of rhythm methods, natural processes are interfered with. Rejecting such interventions with the only argument that they are 'against nature' is irresponsible.

(on homosexuality)

Qualifying homosexuality as 'unnatural' is a rather meaningless thing. For every day and without any sense of guilt each of us does things which interfere with natural processes. We cut our nails and hair, we eat manipulated food, we devise intricate mechanisms to provide the energy we need.

Saying that homosexuality is an 'objective deficiency' or a 'neurotic development disorder' makes people into patients or passive victims of the whims of nature.

(on celibacy)

The basic definition of celibacy is negative: not being married Therefore celibacy as such is beyond praise or blame. Calling celibacy a vocation is language corruption.

The tradition linking church ministries to celibate life is a rather restricted one. Up till today the eastern Orthodox churches have had married ministers, and no church that 'segregated' later on – Reformation, Anglicanism, Old-Catholics – kept compulsory celibacy. The Roman Catholic practice is a minority practice.

Even without a shortage of priests obligatory celibacy will have to be done away with, since it is an indefensible infringement on human freedom.

It is hardly possible to formulate a preference for celibate priests without suggesting that married priests are a second-choice.

La femme polonaise qui a fait condamner l'Eglise et l'Etat **ALICJA TYSIAC**

Les laïques et les féministes européens viennent de remporter une importante victoire : pour la première fois, l'Eglise doit présenter ses excuses à une femme.

Alicja Tysiac est polonaise, 38 ans, mère de trois enfants, vivant à Varsovie. Elle a eu le courage d'assigner l'Etat devant la justice polonaise puis devant la Cour européenne des droits de l'Homme pour refus d'une IVG légale, refus qui l'exposait à perdre la vue partiellement voire totalement. Elle a reçu le soutien d'ONG féministes polonaises et européennes dont la Fédération internationale pour le planning familial IPPF, qui l'avait auditionnée, du Réseau européen Eglises et Libertés, dont les groupes membres ont signé dans leur grande majorité (mai 2006) une motion de solidarité qui fut largement diffusée⁶.

Ayant gagné ce premier procès en 2006, elle ne cesse depuis d'être la cible de violentes attaques de la part des médias catholiques et de la hiérarchie épiscopale polonaise, qui la traitaient de meurtrière, de tueuse d'enfant, la comparaient aux criminels nazis et faisaient l'amalgame de l'IVG et de la Shoah. L'hebdomadaire à grand tirage 'Gosc Niedzielny' (l'Invité du dimanche) a même publié sa photo et celle de ses enfants, orchestrant ainsi une véritable chasse à la femme, pour ne pas dire à la sorcière.

Alicja Tysiac est en effet devenue une personnalité publique. Elle a décidé de lutter pour sa dignité mais son combat est devenu aussi celui des femmes d'Europe. Elle a assigné en justice le magazine et l'archevêché de Silésie, propriétaire du titre. Elle réclamait des excuses et des dommages-intérêts pour diffamation, atteinte à sa vie privée et un discours de haine. Soutenue par un collectif de féministes, de laïques polonais⁷ et européens, de catholiques d'Europe, elle a gagné en première instance. Le jugement rendu le 23 septembre 2009 condamne l'hebdomadaire à publier des excuses et à verser 30 000 zlotys de dommages-intérêts (10 000€) et l'archevêché de Silésie doit, lui aussi présenter ses excuses à Alicja. Pour la première fois dans l'histoire, l'Eglise doit s'excuser auprès d'une femme ! Les catholiques d'Europe étaient celles et ceux rassemblés dans le Réseau européen Eglises et Libertés dont la lettre de soutien à Alicja, adressée au président de la Conférence épiscopale et au nonce⁸ (en annexe), a été médiatisée par le collectif polonais comme témoignage d'un discours autre que celui de l'Eglise polonaise et qui a eu un effet de surprise particulièrement chez les jeunes journalistes catholiques

Ce jugement met une limite aux attaques de l'Eglise et des médias catholiques contre les défenseur-e-s des droits sexuels et reproductifs, en particulier la dépénalisation de l'IVG. Depuis 20 ans, l'Eglise n'a eu de cesse d'intimider les femmes en propageant un sexisme violent, les traitant de meurtrières et de tueuses d'enfants. Pour l'Eglise en Pologne, toute femme est potentiellement coupable de vouloir avorter. Désormais, si la jurisprudence ne condamne pas le fait de comparer l'IVG à un meurtre (ce contre quoi les féministes et les laïques polonais luttent depuis 15 ans, il est néanmoins interdit de désigner nommément des femmes à la vindicte populaire;

En cela le jugement du 23 septembre constitue une première victoire sur le fondamentalisme religieux en Europe de l'Est. Il ouvre une première brèche en condamnant fermement les discours de haine ainsi que les comparaisons de l'avortement à la Shoah, discours largement répandu dans les médias et dans les prêches de l'Eglise polonaise. Mais l'Eglise n'a pas admis qu'elle puisse avoir à s'excuser. Elle devrait faire appel et l'affaire a des chances de finir devant la Cour européenne de

6. Adressée au nonce apostolique en Pologne, au Commissaire aux droits de l'homme et au Président du Regroupement OING Droits de l'homme au Conseil de l'Europe, au Groupe multipartite du Parlement européen sur la séparation de la religion et de la politique

7. Joanna Senyszyn, eurodéputée socialiste et démocrate, le Parti rationaliste RACJA.

8. En recommandé après rejet de l'envoi électronique

Strasbourg.

Le Réseau européen a assuré, dans sa lettre à Alicja, qu'il est « résolu à ne pas l'oublier. »

Monika Karbowska, Initiative féministe européenne France, ife@efi-europa.org Hubert Tournès

Fédération Européenne des Prêtres Catholiques Mariés

Bref rapport de la réunion annuelle des 11-12 juillet 2009

(Pour plus de détails voir : <http://www.pretresmaries.eu/fr/Actualites.html#281>)

Cette année encore, c'est la maison franciscaine du *Chant d'Oiseau* à Bruxelles qui a accueilli la réunion du groupe coordinateur de la **Fédération Européenne de Prêtres Mariés**. Nous avons partagé deux journées de travail et de réflexion. Nous, ce sont les 11 délégués des mouvements des différents pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France et Royaume-Uni. Il n'y avait pas de délégué du groupe italien.

1.- La mise en route d'un site web de la Fédération Européenne de Prêtres Mariés

Il ne s'agit pas de remplacer ou de faire double emploi avec le travail d'information fait dans chaque pays : nous avons estimé que chaque groupe y était suffisamment visible et public pour ceux qui quittent le ministère ou souhaitent avoir une information au sujet des prêtres mariés - accueillir ces personnes et les aider étant la première priorité des groupes de la fédération... Mais en même temps, élaborer ensemble un site web en tant que fédération des groupes européens de prêtres mariés nous donne une meilleure visibilité et surtout enrichit et renforce la vie et la réflexion dans chacun de nos groupes. C'est une joie que ce site soit construit et mis en route depuis octobre 2008, dans les cinq langues prévues : www.pretresmaries.eu www.pretrisposati.eu www.marriedpriest.eu www.verheiratetepriester.eu www.curascasados.eu . Il propose un échange d'information assez considérable et assure les liens avec les sites web nationaux s'ils existent. En outre, il est le point de départ d'une Newsletter qui porte le nom de la revue historique du mouvement international, *Ministerium Novum*.

2. – L'élaboration d'un dossier sur le statut social des prêtres mariés en Europe.

Comme tout le monde, les prêtres qui ont quitté le ministère se trouvent confrontés à des problèmes de chômage, d'assurance-maladie, d'assurance-vieillesse, de droit à la pension etc. Dans la perspective que l'UE vise une harmonisation des normes nationales existantes dans tous ces secteurs, notre objectif est d'établir clairement les données nous concernant, et peut-être d'arriver à les présenter au Conseil de l'Europe. Depuis 2 ans, on a un peu avancé dans le travail; mais la complexité juridique, les différentes situations de chaque pays et le manque de documentation à ce

sujet, rendent ce travail spécialement difficile. Les questionnaires préalables nous ont servi à avancer ainsi que des livres récents qui traitent des relations financières entre les Églises et les États en Europe. Nous avons estimé intéressant de continuer ce travail en mettant au point une nouvelle grille et en prenant divers contacts avec des spécialistes dans chaque pays.

3. – Les contacts avec les autres fédérations dans la ‘Confédération Internationale de Prêtres Mariés’.

Nous sommes convaincus que les contacts et la communication entre les groupes de prêtres mariés au niveau mondial sont très importants pour que chaque groupe ne se sente pas isolé et confiné dans sa problématique : depuis les premiers temps, l’ouverture du mouvement depuis l’Europe vers les groupes d’autres pays et continents a été un élément dynamisant et enrichissant. La ‘Confédération de Fédérations’, décidée à Leganés (2002) et constituée officiellement à Wiesbaden (2005), répond à cette double nécessité : celle de marcher ensemble – en tout cas de ‘savoir’ que nous marchons ensemble grâce à des contacts et de l’information partagée – et celle de respecter la différence légitime de chaque groupe et fédération. Cette dernière condition n’est absolument pas évidente dès qu’il s’agit de passer au concret, et on a très vite compris que les objectifs ou les priorités pouvaient être vus de manière différente d’un bout du monde à l’autre : l’accent peut être mis sur le célibat, sur la revendication de ministère, sur l’engagement social, sur l’urgence de réformes globales, etc.

C’est dans cette optique que nous avons tenté de clarifier notre relation avec l’ancienne *Fédération Nord-Atlantique* qui, de fédération de prêtres mariés, est aujourd’hui devenue *International Federation for a Renewed Catholic Ministry*. Pour décrire brièvement notre différence, nous pensons que ce n’est pas à nous, prêtres, de piloter le rassemblement des groupes réformateurs, sous peine de risquer de tomber une fois de plus dans du cléricisme. Même et peut-être surtout avec l’objectif du renouveau du ministère. Et que nous devons au contraire nous associer pour cela aux autres groupes qui donnent la priorité à l’existence et au développement de communautés de croyants ou de chrétiens, qui leur font confiance et qui pensent que c’est à elles-mêmes de définir les fonctions qui leur sont nécessaires pour développer leur présence active dans leur milieu.

4. - La collaboration avec les autres réseaux réformateurs.

Au niveau national, nos groupes de prêtres mariés sont très engagés dans les contacts, la communication et l’action commune avec les réseaux de chrétiens ‘réformateurs’ et, dans certains pays, avec les communautés de base. C’est forcément dans ces relations très ouvertes, très diverses, voire pluralistes, que nous essayons de vivre les spiritualités et les engagements qui nous tiennent à cœur. Au niveau européen et international, nous voulons privilégier notre participation au Réseau Européen ‘Églises et Libertés’ qui nous semble être le lieu qui peut nous coordonner, tant dans le domaine socio-politique avec ses relais au niveau européen, que pour la mise en œuvre d’actions ecclésiales publiques comme la célébration du 50^e anniversaire de Vatican II et ses prolongements nécessaires.

Enfin nous avons confirmé les tâches de présidence (Pierre Collet, Belgique), secrétariat (Ramón Alario, Espagne) et trésorerie (Jean Combe, France). La prochaine réunion se tiendra les 7 et 8 juillet 2010 à Bruxelles.

Ramón Alario et Pierre Collet

Les communautés de base : un problème de génération ?

8^e Rencontre européenne des communautés chrétiennes de base (Vienne, 1.5 - 3.5.2009)

Lorsque je suis entré dans la salle où se trouvait déjà la moitié environ des participants à la réunion, ce qui m'a surpris est la moyenne d'âge élevé de ceux qui étaient présents - la majorité des quelque 130 participants à la réunion est à l'âge de la retraite. Ceci est cohérent avec l'histoire du mouvement des communautés de base. Le Concile Vatican II a porté dans la première moitié des années soixante-dix une vague d'espoir de changement dans l'Eglise catholique, pour passer de la centralisation des institutions hiérarchiques au profit d'une Eglise-communion, une Eglise comme communauté de communautés. Dans cette atmosphère sont apparus en Europe des centaines de groupes qui ont commencé à vivre de façon plus intense la vie chrétienne, se sont mis à lire et à analyser l'Écriture ensemble, à faire des expériences en liturgie, et certains ont également formé une communauté de vie. Ces communautés de base ont été encouragées ici ou là par l'évêque, et semblaient être une alternative prometteuse à la forme paroissiale traditionnelle de la vie ecclésiale.

Mais depuis la seconde moitié des années soixante-dix (et plus tôt dans de nombreux endroits), l'atmosphère dans l'Eglise catholique a commencé à changer vers le rétablissement de la centralisation et de l'uniformisation, et les «abus» pour lesquels les communautés, de base étaient considérées par beaucoup comme responsables, n'ont progressivement plus été tolérés. De nombreux groupes se sont effondrés face à la pression ou à l'hostilité ouverte et leur nombre a commencé à diminuer.

Les membres fondateurs des groupes qui ont survécu, ont vieilli et il semble que la jeune génération - de façon générale – ne met plus ses priorités dans ce mode de vie en Eglise. A ma question sur les relations des enfants avec la génération des fondateurs lors de la réunion de Vienne, on répond en général qu'ils sont hors de l'Eglise, parfois qu'ils essaient de créer dans le christianisme quelque chose qui leur est propre.

Témoin l'information d'un participant de Belgique, où d'environ 80 communautés qui existaient dans le passé, seulement 37 sont encore actives aujourd'hui, souvent avec un âge moyen des membres de 55-70 ans. Significatif également le nombre de participants diminue aux rencontres européennes des communautés de base et la fréquence des réunions est également en baisse (cf. années des réunions: 1983, 1985, 1987, 1991, 1993, 1995, 2003, 2009). La date de la prochaine rencontre n'a pas été fixée.

Un large spectre

En faisant plus ample connaissance avec les participants, mon impression sur l'essoufflement du courant des communautés de base a changé. Parmi les participants venus d'Autriche, Allemagne, Suisse, France, Belgique, Italie, Espagne, Hongrie et République tchèque (trois représentants venant de deux groupes), se trouvaient assez de personnes de la dernière génération de familles avec des enfants (Munich, Innsbruck). Les participants plus âgés au contraire, se disaient être passés par de nombreuses tempêtes, non seulement dans les relations au sein de leurs communautés, mais aussi par des changements incroyables et des tensions dans leurs relations avec les structures ecclésiastiques.

Selon un participant qui a passé 9 ans au Brésil, il y aurait une différence fondamentale en Europe par rapport à l'Amérique latine : alors qu'en Amérique latine les communautés de base, collaborent avec les paroisses et leur sont unies de diverses manières, en Europe elles sont perçues comme essentiellement hostiles et plus ou moins mal vues ou au mieux ignorées.

Les relations des communautés de base avec les paroisses et les évêques semblent très variables. Des représentants de certaines communautés se disent «pleinement intégrés» dans la paroisse, tandis que d'autres groupes vivent dans les paroisses en toute indépendance, parfois dans une situation vraiment conflictuelle, et presque toujours donc dans un certain rapport de tension.

La situation qui paraît la plus dramatique m'a été décrite par les participants italiens. C'est d'eux que j'ai entendu souvent les phrases, qui, pour moi personnellement, furent une surprise : "l'Eucharistie sans prêtre." Ils étaient une douzaine d'Italiens venus de lieux différents. De Rome, ce sont les représentants de la communauté St-Paul, qui a été fondée il y a quelque 25 ans sous l'influence de Giovanni Franzoni à la basilique romaine de Saint-Paul-Hors-le-Murs. Franzoni avait voulu entre autres choses un affranchissement par rapport à la structure de l'église hiérarchique et une réforme totale sur base de l'écriture sainte. Les groupes de St-Paul travaillent désormais en parallèle avec les structures ecclésiastiques, les anciens conflits avec la hiérarchie sont maintenant ignorés. Leur nombre au cours des 25 dernières années est tombé d'environ 80 à 40 aujourd'hui. Cette information m'a été donnée par un des Italiens, à l'origine un prêtre qui a quitté le ministère sacerdotal, s'est marié, et fait maintenant partie de la vie chrétienne de l'un des groupes de St-Paul sans y assurer son rôle de prêtre. La liturgie eucharistique y est célébrée sans qu'il y ait vraiment de présidence d'un célébrant "dûment" ordonné.

C'est une situation similaire quant à la liturgie, que m'ont décrite les représentants de Bologne : une communauté d'environ 20 personnes se réunit le samedi soir, et ils célèbrent aussi l'Eucharistie de cette façon. Dans la communauté de Bologne se trouvent aussi d'anciens prêtres qui ne veulent pas tenir le rôle de prêtre ou de président dans la liturgie, parce qu'ils préfèrent que ce rôle soit pris en charge par "la communauté toute entière". Certains membres du groupe assistent aussi au culte paroissial (à savoir dans une "bonne" paroisse, choisie librement), d'autres participent à la vie religieuse uniquement dans la communauté.

De la région de Florence, se trouvaient là les représentants de la communauté de l'Isolotto, qui compterait environ quarante membres. Eux aussi ont mis en place des structures parallèles en raison de conflits avec les évêques, et ici aussi on célèbre "l'Eucharistie sans prêtre." Une partie importante de la vie de la communauté de l'Isolotto est consacrée au travail social, en particulier l'aide aux immigrés.

Les questions sociales et l'intérêt pour le social sont donc courants dans le cadre du mouvement des communautés de base. A Vienne on a aussi entendu des positions féministes ainsi que des paroles qui sonnaient d'extrême-gauche pour les oreilles d'un participant tchèque ("une Europe sans capitalisme", etc.) Par ailleurs, un groupe de participants du Pays Basque utilisait des affiches pour rappeler leur objectif politique, l'indépendance. Ces caractéristiques me sont apparues comme plutôt marginales, et je ne leur prête pas beaucoup d'attention, même si selon des témoins elles ont été ou sont peut-être toujours l'une des caractéristiques majeures du mouvement des groupes de base.

Concernant les structures d'église, un contrepoids déterminé aux Italiens a été apporté par deux

jeunes participants de Hongrie qui parlaient de quelque cent communautés catholiques, qui se rencontrent et communiquent dans un réseau appelé "HALO". Là, il s'agit d'activités entrant dans la paroisse (en contraste avec le Mouvement Bokor), et l'esprit de Halo serait peut-être une forme de soutien un peu nationaliste pour les Hongrois non seulement en Hongrie mais dans d'autres pays. A propos de "l'Eucharistie sans prêtre", le hongrois m'a dit clairement que ce n'était pas un discours sensé : "je veux un prêtre dans la liturgie". Et d'autres signaux indiquent que le réseau HALO se situe sur un terrain plus conservateur que ce qu'on pouvait s'attendre des témoignages des représentants à la réunion des communautés de base.

En contraste, les participants de l'Espagne, ont montré comme les Italiens, à quel point leur diversité est grande là aussi. En Espagne, on rencontre des centaines de communautés et les relations de leurs membres avec les paroisses sont variables : certains participent aussi au culte de la paroisse et de manière diverse à la vie des paroisses ; pour certains, leur communauté de base est le seul contact avec la communauté chrétienne.

Selon un des participants de la communauté de Saragosse, il y a dans cette seule ville 8 groupes de base et la majorité des membres dit ne pas estimer nécessaire d'aller à l'église paroissiale. Sa communauté "Torro I" (17 membres) se réunit le jeudi soir, lit les Écritures, partage sur les textes lus, échange et célèbre – là encore sans la présidence d'un prêtre ordonné - une liturgie, qui est considérée comme eucharistique.

Ces pays que je tenais comme "catholiques traditionnels", se sont révélés à moi grâce à cette rencontre comme des pays qui sont allés peut-être le plus loin dans la recherche de structures parallèles. Quand je demandais les raisons de cela, un Italien m'a répondu avec une formule lapidaire : "Le Vatican est tout près." En disant cela, il pensait au pouvoir de résistance contre des activités ou des points de vue qui ne partagent pas la ligne officielle. Alors que si on est "loin du Vatican" certaines choses peuvent être cachées ou ignorées, "dans la proximité" il ne reste évidemment parfois aucun autre chemin que celui de se séparer.

Par contre, parmi les participants des pays germanophones - 50 à mon avis – on cherche davantage le compromis. Ici aussi il y a des exceptions - un groupe munichoïse d'environ 15 membres appelé "forum théologique" se réunit chaque vendredi soir sur des textes de l'Écriture et réfléchit à la manière de présenter au mieux ceux-ci dans la liturgie du dimanche suivant. Il s'agit d'une liturgie domestique sans prêtres ordonnés (avant il y avait un prêtre, aujourd'hui plus), qui utilise des formes artistiques nettement moins traditionnelles - la danse liturgique, les expressions artistiques, avec des œuvres d'art du type de labyrinthe, etc. Ils considèrent leur liturgie comme eucharistique. Une femme de ce groupe m'a dit qu'ils se comprennent bien les uns les autres, mais que quelqu'un de l'extérieur éprouverait sans doute des difficultés de compréhension. Le groupe de Schwechat se considère au contraire - d'après ce qu'il dit - comme intégré dans la paroisse.

Le groupe « Akkonplatz » à Vienne qui accueillait la réunion, a décrit sa situation liturgique et

concrète de manière assez différente : vers 9 heures commence la liturgie de la parole dans la chapelle disposée de manière communautaire.

En outre, le samedi, la "communauté Akkonplatz" célèbre "sa" liturgie que préside parfois un prêtre retraité qui faisait partie dans le passé des membres de la communauté, sinon la liturgie a lieu sans prêtre. Officiellement, toutefois, toutes les liturgies paroissiales, tant le samedi que le dimanche, sont identiques. Le fondateur de la communauté et premier curé Hans Fischer en est maintenant le modérateur et membre de « l'équipe de gestion » de la paroisse et il n'a aucune difficulté à se conformer à la volonté de la majorité.

Il ya une certaine dualité entre la paroisse et la communauté de base. Les membres de la communauté de base remplissent pour la paroisse une fonction « d'équipe», et en fait la personne qui dirige la cure est une assistante pastorale payée avec trois collaborateurs (qui d'ailleurs sont formellement désignés par l'archevêque) et d'autres services volontaires. L'idée d'une telle équipe en tant qu'autorité de gestion de la paroisse n'est pas unique à Vienne, elle a été d'abord expérimentée dans la paroisse de Rodaun par une communauté de bas avec des caractéristiques similaires à celle de Akkonplatz.

L'identité particulière des communautés de base par rapport à la paroisse pose aussi question pour certains groupes eux-mêmes. Deux participantes de la communauté de base Endresstrasse à Vienne ne pouvaient pas se mettre d'accord s'ils font partie ou non de la paroisse et si le groupe a une identité ecclésiastique propre ou non. A Endresstrasse les jeunes ont un culte du vendredi (sans prêtres), le samedi les membres de la communauté se réunissent tous ensemble et le dimanche c'est un culte "pour la paroisse". Après vingt-cinq ans, le prêtre fondateur de la communauté a pris sa retraite, et maintenant la communauté de célébrer la liturgie sans prêtre et à la question de savoir si elle percevait cette liturgie comme eucharistique, on m'a répondu par un haussement d'épaules. Un dualisme semblable sur les questions concernant l'identité particulière m'est aussi apparu dans les discussions avec les participants de la communauté Micha à Innsbruck, où le mouvement communautaire de base trouve aussi un certain appui sur le campus universitaire ("Idéologie des Communautés de base"). L'auteur du document principal préparé pour la deuxième journée de rencontre, Martha Heizer, est assistante à la faculté de théologie de l'Université d'Innsbruck. Le représentant de l'une des communautés de Genève a parlé de leur communauté qui se réunit une fois par mois. D'après l'un d'eux, c'est là son seul contact avec la communauté chrétienne, d'autres vont aussi à la paroisse. Ils célèbrent une liturgie de la Parole parce qu'ils y sont "habitués" et "qu'une liturgie de la parole doit suffire". Cela a l'avantage que "les différences entre hommes et femmes y disparaissent".

"L'Eucharistie sans prêtre" comme thème théologique et question pratique

J'ai déjà mentionné que «l'Eucharistie sans prêtre" est une réalité pour de nombreuses communautés. Ailleurs (par exemple, les membres du groupe d'Innsbruck) on a discuté de cette possibilité, certains sont pour et d'autres contre.

La réunion de Vienne était organisée autour de quatre thèmes, dont l'un était consacré au genre, le deuxième à l'œcuménisme, le troisième à des questions sociales et le quatrième – à mon avis le plus substantiel – à "l'Eucharistie sans prêtre que je viens de mentionner."

Le sujet a été introduit par un exposé du délégué belge Pierre Collet, comprenant aussi une tentative d'argumentation biblique (Actes 2.42, 2.46, Mt 23, 8-12, Mt 18:20), et partiellement une argumentations historique. Dans les discussions avec les membres des groupes qui célèbrent une telle liturgie, j'ai eu l'impression d'une conscience de leur responsabilité et de leur effort pour argumenter théologiquement leur pratique. Pour cette question toutefois, on remarque aussi quelques tâtonnements et recherches. Un exemple en est "la célébration de l'Eucharistie sans pain et vin" (cité !), mais plus courante est l'utilisation de diverses modifications de la prière eucharistique. C'est probablement pour son aspect "clérical" que celle-ci ne paraît pas acceptable pour la célébration des communautés de base.

La prière eucharistique modifiée (anaphore), est généralement prononcée par tous les membres présents, quoique ce qui est dit ne peut être considéré qu'avec réserves comme une anaphore : l'accent est mis sur les paroles de l'institution. L'approche habituelle, cependant, est que «lieu» de la célébration eucharistique est l'ensemble anaphore et certains "régulier" dispositions Anaphore n'ai pas de mots. La conception générale est naturellement que le "lieu" de la célébration de l'eucharistie est l'anaphore toute entière, et certaines anaphores "réglementaires" n'ont pas le récit de l'institution.

La célébration finale de la rencontre le dimanche, a été un exemple de célébration qui pour certains des participants a conduit à une réflexion continue jusqu'à aujourd'hui, sur ce qui a été effectivement célébré non. Lors de cette liturgie, les participants étaient répartis à des tables séparées où étaient disposés le pain, le vin et l'eau. Après la première partie de la liturgie, où un seul texte de l'Écriture a été lu (Actes 2:42ss), les participants ont été invités à lire les paroles de l'institution dans une formule un peu enrichie. Les caractéristiques habituelles de l'anaphore ne s'y trouvaient pas (la forme de prière au Père, les caractéristiques d'anamnèse et épiclese, etc.). Ensuite les participants ont rompu le pain ensemble et après la prière du Seigneur ont mangé le pain et bu le vin. Je ne voudrais pas réduire la situation outre mesure - je ne doute pas que pour de nombreux participants cette célébration était effectivement une liturgie eucharistique. Les signes étaient assez compréhensibles pour eux et je crois les raisons d'une telle célébration – je pense - étaient considérés responsable. Des panneaux ont été assez pour eux de comprendre les raisons d'une telle célébration - je crois – ont été pesées de façon responsable.

Le fait d'être assis autour de tables séparées pourrait signifier la liturgie célébrée en des lieux différents, par des communautés différentes et cependant ensemble. La question est de savoir si par là on rejoint le symbole de l'unité de toutes les personnes présentes, de même que l'union avec les autres dans l'église qui ne sont pas présents, et enfin la symbolique de l'union de tous dans le Christ.

Car la faiblesse essentielle d'une telle célébration, cependant, est le caractère insolite des symboles utilisés : Je ne peux pas imaginer qu'un catholique "de l'extérieur" aurait pu retrouver l'unité eucharistique avec les membres présents.

Encore une fois, je tiens à souligner que l'attitude des participants ou le traitement d'ensemble du thème ne m'ont pas semblés traités à la légère. Pierre Collet a soulevé dans l'exposé précité les questions, que ceux qui choisissent cette voie doivent se poser : ceux qui célèbrer ainsi, n'est-ce pas devenir des sectes? Est-ce qu'on ne banalise pas l'Eucharistie ? S'il n'y a pas de président, est-ce que ça ne conduit pas rapidement à l'idée que dans l'Eglise chacun peut faire n'importe quoi ? N'y a-t-il pas menace du danger de chaos, de l'incompréhension mutuelle?

J'ai ajouté encore d'autres objections, mais il s'agit ici - au moins pour moi – d'une reconnaissance de lien : L'Eglise catholique se trouve dans l'Europe d'aujourd'hui dans une situation d'urgence pour laquelle différents groupes cherchent des solutions et "l'Eucharistie sans prêtre" fait partie de cette recherche.

Evaluation

Comme ce texte a été écrit quelques heures seulement après la réunion de Vienne, c'est trop tôt de pour une appréciation plus équilibrée.

À Vienne, cependant, j'ai reçu des encouragements concernant l'avenir de l'Eglise catholique en Europe. Je n'étais pas le seul. Peut-être que cet encouragement vient d'un tel sens de l'effort de ceux qui cherchent - peut-être depuis des décennies - un chemin qui peut leur sembler à eux-mêmes sans issue : beaucoup de communautés de base, qui, dans les années soixante-dix étaient pleines d'énergie, font maintenant partie de l'histoire. Il est possible que dans un avenir pas si lointain certaines communautés, dont les membres ont assisté à la réunion de Vienne appartiendront à l'histoire. C'est toutefois, encourageant : dans certains cas où il ne peut pas en être autrement, des chemins hors paroisse sont, pour la vie ecclésiale, non seulement possibles, mais parfois, et pour certains nécessaires afin de demeurer chrétiens.

Si je peux comprendre les caractéristiques dominantes des différents groupes, dont j'ai rencontré les représentants à Vienne, ce sont : une relation intense avec les Saintes Écritures, un engagement fort à vivre leur propre être chrétien dans une communauté de base locale, la volonté (avec des réserves) d'exprimer leur propre être chrétien dans la liturgie, l'engagement dans le social ou d'autres services. Je pense que ce sont les fondements sur lesquelles peut aussi être résolue la plus grosse difficulté qui se pose sans doute dans tout le mouvement des communautés de base : comment être en communion avec l'Eglise afin que cette unité soit évidente et non seulement perçue par les seuls membres des communautés de base.

Mais il ne fait aucun doute que les communautés de base, dont j'ai eu l'occasion de rencontrer les représentants, cherchent à réaliser une "forme communautaire" de l'Eglise.

Martin ŠÁLY

Traduit de l'allemand par Pierre Collet

Pour EURONEWS 33 – Novembre 2009

Contribution de la Belgique - PAVÉS (Pour Un Autre Visage d'Eglise et de Société)

Rapport d'activités du Réseau belge francophone **PAVES (octobre 2009)**

La principale fonction de notre petit réseau belge consiste à maintenir le contact entre les groupes qui le composent, à faire circuler l'information entre eux et auprès de leurs sympathisants, et à donner une voix aux catholiques 'réformateurs' par le moyen de son site web et de son bulletin trimestriel de 60 pages.

Depuis un an, les principaux thèmes abordés dans **notre revue** ont touché autant à l'actualité sociale que religieuse : la crise et la critique de la mainmise de l'argent qui la caractérise, la question de l'interculturalité (particulièrement concernant l'islam) et en toile de fond la question de la laïcité, la paix (en particulier le conflit israélo-palestinien), les droits des femmes, la rencontre de Taizé à Bruxelles (Noël 2008), les remous provoqués par le Vatican en début d'année et la conception du prêtre dans le cadre de 'l'année sacerdotale'. Les communautés de base et le groupe de prêtres mariés y publient aussi leurs réflexions et le compte rendu de leurs activités dans une

rubrique qui leur est propre.

Tous ces articles se trouvent également sur le **site web** www.paves-reseau.be qui est mis à jour chaque mois à l'occasion de l'envoi d'une Newsletter à plus de 1200 adresses électroniques. A demander via la page d'accueil du site.

C'est aussi en tant que 'Réseau PAVÉS' que nous avons collaboré avec nos amis flamands à la rédaction et à la diffusion d'un texte commun avant les élections régionales et européennes du 6 juin dernier. Dans le cadre d'une situation politique de la Belgique assez préoccupante, nous avons voulu attirer l'attention sur la priorité de la solidarité au niveau social. Notre texte « **Le Royaume de Belgique et le Royaume de Dieu** » <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=686> a été assez bien accueilli au point d'être publié en pleine page dans un important journal national. Depuis ces élections, il faut reconnaître qu'une petite victoire provisoire a été remportée sur le front de la régularisation des sans-papiers où sont engagés plusieurs de nos groupes.

Dans le cadre de l'effervescence médiatique provoquée par les positions de Benoît XVI, nous avons été invités à participer à la préparation d'une **émission 'Question à la une'** (20 mai 2009) de la télévision publique et plusieurs d'entre nous ainsi qu'une communauté de base de Bruxelles ont participé à la réalisation.

Du côté des **communautés de base**, un week-end biblique très 'participatif' a réuni au printemps une quarantaine de personnes à Bruxelles : 'comment lire la bible en communauté ?'. Le compte rendu se trouve sur le site <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=700>. Un peu plus tard, cinq délégués belges participaient à la rencontre européenne des communautés de base à Vienne qui a réuni quelque 120 personnes. <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=706> La Belgique y présentait le thème 'Célébrer l'eucharistie sans prêtre ?' sur base d'une enquête menée dans nos communautés. <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=675>

Le **Mouvement Chrétien pour la Paix** reste très présent au sein de la CNAPD nationale et plusieurs membres participeront à la conférence pour le climat à Copenhague. Il a aussi mis sur pied une activité originale de 'tables d'hôtes' pour subvenir aux bourses d'étude d'étudiants palestiniens.

Quant au groupe Hors-les-Murs (**prêtres mariés**), il est enfin parvenu à introduire un dossier judiciaire difficile pour la reconnaissance du droit à une pension de survie des veuves de prêtres mariés (qui n'existe pas jusqu'ici puisque les prêtres, forcément célibataires, ne cotisent pas à la caisse de pension des veuves...).

Le groupe **SONALUX** implanté dans les provinces de Namur et Luxembourg continue de publier son propre bulletin. On peut y découvrir l'exceptionnelle richesse des formations continuées proposées un peu partout, ce qui est l'objectif principal de ce petit réseau de 'résistance' à son évêque très réactionnaire.

Enfin, vous avez appris le décès de **Louis Fèvre** le 11 juillet dernier. Ses ennuis de santé étaient connus, mais personne ne s'attendait à le voir partir si brutalement. Pour PAVES, c'est une de ses chevilles ouvrières qui disparaît : pacificateur au sein du réseau, il était particulièrement inquiet de la place de la femme et nous représentait dans les contacts internationaux. Au-delà de la peine, nous ne doutons pas qu'Edith continuera à assumer ces engagements.

Pierre Collet

II ème Assemblée des Redes Cristianas (Réseaux Chrétiens = RR.CC.)

Le 10 et 11 octobre 2009 eut lieu à Bilbao la 2 ème Assemblée des RR.CC., Parfaitement organisée par les groupes et mouvements basques de Redes avec le thème: “ alternatives solidaires dans la crise” et avec la presence des membres de la majorité des 20 grandes collectivités et une centaine de groupes plus petits qui forment l'ensemble de RR.CC.

L'exposé initial fut présenté par José Maria Garcia Mouriño sur le thème central de l'Assemblée et suivi par les travaux de 17 ateliers sur différentes alternatives à la crise sous différents aspects avec l'intervention des participants, analyse et échanges d'idées et de leurs expériences.

L'équipe coordinateur de RR.CC. informa l'assistance, des activités réalisées en 2008 et 2009, parmi lesquelles on souligna les suivantes:

- Manifeste pour la Laïcité, présenté lors du XXIX ème Congrès de Théologie à Madrid, distribué dans une campagne à des centaines de collectivités et à l'opinion publique et pour lequel on recueilli des milliers de signatures d'appui. Dans une entrevu, ce manifeste fut présenté au Directeur Général des Affaires Religieuses.
- 7 documents elaborés par des équipes sur la crise, la pauvreté, laïcisme et politique.
- Prise de contact et collaboration avec Europe Laïque.
- Participation dans des nombreux forums, congrès et assemblées des groupes chrétiens et laïques.
- Appui à des différentes initiatives des collectives membres des Réseaux Chrétiens et communiqués de Presse propres aux sujets d'actualité et en défense de la pluralité dans l'Eglise.

L'équipe coordinateur informa aussi de l'incorporation de plusieurs collectifs à RR.CC. En concret, le Forum de Prêtres de Madrid, qui appartient déjà à RR.CC.

Et se trouve représenté à l'Assemblée de Représentants pour l'Eglise de Base de Madrid.

L'Assemblée approuva les propositions recueillies dans les deux dernières années des associations et groupes integres dans les RR.CC. et qui deviennent lignes d'action en 2010 et 2011:

4. Continuer à travailler la pluralité dans l'Eglise, renforcer le dialogue Inter.-religieux et voir de quelle manière peut-on manifester nos énoncés à l'occasion de la visite du Pape en Espagne (2011).
5. Appuyer la célébration du 50 ème anniversaire de l'ouverture du Concile Vatican II.
6. Reflexión critique sur la crise économique et les problèmes de la famine, la pauvreté et la guerre, en collaboration avec d'autres mouvements et collectifs proches aux RR.CC.
7. Continuer à travailler pour la Laïcité, avec d'autres groupes, et essayer d'influencer dans la société civile.
8. Atteindre l'opinion publique avec des messages alternatifs à la pensée capitaliste grace à notre page web et d'autres moyens de communication soient proches ou pas aux RR.CC.
9. Renouer des contacts avec des réseaux, groupes et collectifs, chrétiens, écuméniques et sociaux et en particulier s'attacher au Réseau Européen d'Eglise en Liberté (RE) et d'autres réseaux en Amérique Latine.

RR.CC. va pousser ce programme à travers l'assemblée des Représentants, don't les décisions seront mises en oeuvre par l'équipe coordinateur.

Les assistants à l'Assemblée participèrent, le 11 octobre dans les rues de Bilbao, avec d'autres

groupes et collectifs du Pays Basque convoquent, dans une manifestation publique sous la pancarte: “ Des crises? Subventions pour les Banques...mais coupures sociaux pour le reste”.

L'Assemblée fut clôturée avec une célébration émotive, à la fin de laquelle fut lu le manifeste “ C'est un moment opportun”, recueilli dans la web.

Il reste de concrétiser la date et lieu pour la III^{ème} Assemblée de RR.CC. pour l'an 2011.

Pour des plus larges informations on peut les trouver à la page web www.redescristianas.net

José Luís Alvarez
Traduite par Aitor Orube

REDES CRISTIANAS ha sollicité l'affiliation au Réseau européen Eglises et Libertés.

Nous vous prions prendre en compte que les 4 organisations membres du Réseau européen IGLESIA DE BASE DE MADRID, COLLECTIU DE DONES EN L'ESGLÉSIA, CORRIENTE SOMOS IGLESIA & ESGLESIA PLURAL sont toutes des membres de REDES CRISTIANAS.

Les Réseaux du PARVIS, pour d'autres visages d'Eglise.

Les Réseaux du Parvis sont une fédération d'une cinquantaine d'associations ou groupes réformateurs Français. Divers les uns et les autres avec une ambition partagée, ils adhèrent au même projet :

« - Essayer de vivre l'Évangile dans la culture contemporaine sécularisée et laïque.

-Promouvoir des pratiques démocratiques dans les Eglises et dans la société.

-Exprimer la diversité des visages d'Eglise : pluralisme, co-responsabilité et partenariat femmes-hommes.

-Travailler au service de l'Évangile avec les richesses de toutes les Eglises, dans un vrai partage œcuménique.

-Donner à la mouvance qu'elle représente une plus grande visibilité et la représenter dans les médias et auprès des Eglises. »

A Strasbourg, ils se retrouveront cette année en assemblée générale, réunis autour d'un thème commun. Après avoir réfléchi l'an dernier à ce que pouvaient être nos résistances, nous tentons cette année de faire un pas de plus...

« Ensemble, actifs et créatifs ! »

Interrogeons-nous sur nos responsabilités communes de co-créateurs dans l'accomplissement de l'Humanité :

- Comment, et avec qui exercer nos responsabilités citoyennes, aujourd'hui en France, en Europe, dans le monde ?
-
- Dans le contexte de crise économique grave, quels sont nos engagements pour faire avancer la convergence des questions sociales et écologiques ?
-
- Face à notre responsabilité intergénérationnelle, comment être innovants et aller au devant des plus jeunes ?
-
- Comment vivre notre sollicitude et notre responsabilité fraternelle à l'égard d'autres chrétiens déçus des Eglises et d'autres « chercheurs » distancés et isolés ?

Autant de questions auxquelles il sera tenté de répondre le plus concrètement possible au cours de ces deux journées passées ensemble. »



Automne 2009
KirchenVolksBewegung Mouvement du Peuple de l'Eglise – Allemagne

Adresse contact a l'echelle federale :
»Wir sind Kirche« c/o Christian Weisner
Postfach 65 01 15
D-81215 München

Nous sommes Eglise

Tel.: +49 (08131) 260 250

Fax: +49 (08131) 260 249
Info@wir-sind-kirche.de
www.wir-sind-kirche.de

Coordinateur international: Thomas Arens
arens@we-are-church.org

*Rapport sur le travail actuel du Mouvement Populaire de l'eglise allemand
„KirchenVolksBewegung“ depuis le printemps 2009:*

Tour de pelinage cycliste oecumenique 2009 et 2010 en trois etapes de Berlin a Munich

„Nous portons a Munich l'esperance oecumenique de l'eglise de Gethsemani a Berlin!“ C'est sous cette devise que se deroule le tour de pelerinage cycliste en trois etapes depuis Berlin, ou eut lieu en 2003 le 1er congres d'eglise oecumenique, jusqu'a Munich, la ville ou aura lieu le second congres d'eglise oecumenique en Mai 2010.

La photo montre les 26 pelerins de Nous Sommes Eglise juste a leur depart a la porte de Brandebourg a Berlin.



□ **Pour d'autres informations, consultez:**

www.wir-sind-kirche.de/index.php?id=530

La vague de retrait de l'eglise – pas uniquement a cause des impots ecclesiastiques

121.155 personnes ont quitte officiellement en 2008 l'eglise Catholique allemande, et au courant des dernieres dix annees ce fut un total de plus de 1,1 Millionen. Le „facteur Benedetto“ positif ne fait a present plus aucun effet. Ceci pose une serieuse question envers l'eglise catholique, non seulement a cause du deficit au niveau de l'impot ecclesiastique. De plus en plus de catholiques allemands peuvent de moins en moins s'identifier avec l'institution de l'eglise.

□ **Pour d'autres informations, consultez:**

www.dbk.de/zahlen_fakten/statistik/index.html

Catholique sans l'impot ecclesiastique allemand?

Nous sommes Eglise a publie en 2006 la traduction allemande d'une lettre du Vatican declarant que le refus de payer l'impot ecclesiastique n'entraîne pas automatiquement l'exclusion de l'eglise. Le professeur retraite en droit ecclesiastique le Dr. Hartmut Zapp a indique en 2007 une voie pour rester catholique en Allemagne tout en ne versant pas l'impot preleve par l'Etat. Un tribunal allemand a confirme en Juillet 2009 en majorite la position du Professeur Zapp, mais l'evêche de Fribourg a demande la revision de ce verdict.

□ **Pour d'autres informations, consultez:** www.wir-sind-kirche.de/?id=170

Nous sommes Eglise fait appel a la Conference Episcopale Allemande: „Maintenez le cours du concile!“

En consideration des pourparlers avec la Confrerie Pie X devant debuter en Octobre, le mouvement allemand d'eglise populaire a fait appel fin Septembre 2009 a la Conference Episcopale Allemande: „Maintenez le cours de l'eglise catholique sur la voie du 2e Concile du Vatican!“. Cet appel, egalement cite par Radio Vatican, demande entre autres : „Elevez sans compromis vos voix a Rome au cas ou le moindre signe indiquant que le Vatican serait pret a se montrer conciliant envers la Confrerie Pie X au sujet de l'interpretation du Concile, lors des pourparlers prevus! Le Peuple de l'eglise restera vigilant au sujet du cours des pourparlers entre la Congregation de la Foi et la Confrerie Pie X et de leurs consequences.“

□ Pour d'autres informations, consultez: www.wir-sind-kirche.de/?id=128&id_entry=2132

54.104 signatures pour la „Petition Vaticanum II“ / La congregation de la foi refuse le dialogue

Petition **V**aticanum **I**I La **P**etition „**P**our la reconnaissance illimitée des décisions prises par le concile Vatican II“ organisée au niveau international par *Nous sommes Eglise Allemagne* a été signée par 54.104 personnes. Le 14. Aout 2009 la Congregation de la Foi, par l'intermédiaire de la Nonciature Apostolique en Allemagne, a simplement communiqué aux initiateurs de la PETITION VATICANUM II LA DECLARATION SUIVANTE „La congregation de la foi confirme reception de vos deux lettres. Le discours du Saint Pere adresse a la Curie Romaine a l'occasion de la transmission des bons voeux de Noel (22 Decembre 2005) represente les principes hermeneutiques pour une interpretation correcte des documents du Concile Vatican II.“ A ce sujet, les initiateurs de la petition pour le 11 Octobre, jour du 47e anniversaire de l'ouverture du Concile, ont publie und declaration internationale. □ **Pour d'autres informations, consultez:** www.petition-vaticanum2.org

- 2 -



Mouvement Populaire de l'Eglise en Allemagne (Continuation)

26e Rassemblement Federal du Mouvement Populaire de l'Eglise du 23 au 25 Octobre 2009 a Munich

»Oecumene sans espoir? – Perspectives avant et apres le 2e. COE« sera le theme principal du 26e Rassemblement Federal avec le Prof. Dr. Urs Baumann (Catholique) et la Prof. Johanna Haberer (Protestante) a Munich.

□ Pour d'autres informations, consultez: www.wir-sind-kirche.de/?id=124&id_entry=1426

Preparatifs pour le 2e Congres Oecumenique d'Eglise du 12 au 16 Mai 2010 a Munich

Des a present divers preparatifs et pourparlers intenses sont en cours a plusieurs niveaux concernant le 2e Congres Oecumenique d'Eglise qui se tiendra du 12 au 16 Mai 2010 a Munich ou plus de 100.000 visiteurs sont attendus. □ Pour d'autres informations, consultez: www.wir-sind-kirche.de/?id=520

□ Nous vous invitons deja bien cordialement a venir participer a cette grande rencontre a Munich.

Autres activites du Mouvement Populaire de l'Eglise en Allemagne depuis le printemps 2009 (en resume)

10. 25e Rassemblement Federal sur le theme „Spiritualite“ du 27 au 29 Mars 2009 a

Magdebourg

11. appel a la predication du Peuple d'Eglise le 3 Mai 2009
12. grand stand d'information au Congres de l'Eglise Protestante du 20 au 24. Mai 2009 a Breme
13. „Jours de rencontre spiriruelle“ du Mouvement Populaire d'Eglise du 6 au 9 Aout 2009
14. Offensive de formation *Nous sommes Eglise concernant le 2e Concile du Vatican* □ www.wir-sind-kirche.de/?id=527
15. Appel aux elections dans les paroisses et communes ecclesiatiques dans la moitie Dioceses en 2009/10.
16. Diverses autres nombreuses activites dans les dioceses et groupes de projets.

Prises de position importantes du Mouvement Populaire d'eglise en Allemagne

17. 4 ans de pontificat du Pape Benoit: Deception croissante au sujet de la stagnation pastorale
18. l'annee du pretre: Aucun changement tendentiel en vue au sujet des ordinations de pretres en Allemagne
19. Theme toujours tabouise concernant l'education dans les pensionnats en Allemagne

Offres permanentes du Mouvement Populaire d'Eglise en Allemagne

20. Six centres conseils pour les femmes en conflit de grossesse, sous l'egide de *Frauenwürde (Dignite de la Femme)* □ www-frauenwuerde.de
21. „Zypresse-Not-Telefon“ Telephone pour les enfants et adolescents victimes de violence sexuelle commises par des pretres et des membres d'ordres.

Travail international du Mouvement Populaire d'Eglise en Allemagne

22. Collaboration dans l'equipe du *Mouvement International Nous sommes Eglise (IMWAC)*
23. Rencontre des groupes germanophones de reforme ecclesiastique du 20 au 22. Mars 2009 a Bernried/Lac de Starnberg
24. Organisation du Council du *Mouvement International Nous sommes Eglise* du 16 au 18 Octobre 2009 a Freising
25. Participation a l'enquete „Reforme ecclesiastique et droits humains“ le 20 Novembre 2009 a Vienne (Autriche)

Calendriers des activites prochaines du Mouvement Populaire d'Eglise en Allemagne

23 -25 Octobre 2009 26e Rassemblement Federal public sur le mouvement oecumenique a Munich

31 Octobre 2009 Action „10 ans de la sigature de la Declaration Commune sur la „doctrine de Justification“ a Augsburg

A partir du 29. November 2009 Calendrier de l'Avant de *Nous sommes Eglise a L'Internet*

16 Decembre 2009 il y a 30 ans: Le Prof. Hans Küng a ete demis du droit d'enseigner (1979)

19 - 21 Mars 2010 2e Rencontre de perspective de groupes germanophones de reforme ecclesiastique a Innsbruck

26 - 28. Mars 2010 27e Rassemblement Federal avec le Prof. Dr. Friedhelm Hengsbach SJ a Wurzburg

19 Avril 2010 il y a cinq ans: Election du Pape Benoit XVI.

**Compte d'offrandes Allemagne: *Wir sind Kirche* e.V. Konto 18 222 000 Darlehnskasse
Münster e.G. (Code Bancaire 400 602 65)**

**Nouveau: pour la Suisse *Wir sind Kirche* Konto 501015.20 Raiffeisenbank St. Gallen (BC
80005)**

**Pour virements depuis d'autres pays: IBAN: DE07 4006 0265 0018 2220 00 SWIFT/ BIC:
GENODEM1DKM**

*Der Förderverein ist vom Finanzamt Böblingen unter der Nummer 56002/04310 als
steuerbegünstigter kirchlicher Verein anerkannt.*

*Redaction: Christian Weisner
Traduction: Francis Pilet*

European Network "Church on the Move" – Annual Report from Austria about 2009

Date: 2010-02-08

Written by Matthias JAKUBEC

Activities and Events Of the "We are Church" Movement

26. November 20, 2009: Conference in Vienna with the topic "Menschenrechte in der Kirche" ("Human Rights In the Church") in cooperation with 3 other church reform movements: Laieninitiative (Initiative of Lay People), Pfarrerinitiative (Initiative of Pastors) and Priester ohne Amt (Married Catholic Priests). Speakers were Dr. Walter KIRCHSCHLÄGER, Dr. Heribert KOECK, Dr. Maximilian LIEBMANN and Dr. Paul WESS. Wilhelm GATZEN and Siegrid GRABMAIER from "We are Church" Germany gave us short addresses. There were over 100 participants. In the resulting "Wiener Manifest" ("Manifesto of Vienna") the conference asked for a fundamental renewal of the constitution of the Catholic Church following the declarations of human rights.
27. May 07 to 10, 2009: Participation in the annual conference of the European Network "Church on the Move" in London, United Kingdom.
28. October 2009: Participation in the meeting of the International Movement "We are Church" (IMWAC) in Freising, Germany.
29. November 21, 2009: Annual conference in Vienna.
30. Participation in the preparation of the 3rd European Woman's Synod to take place from August 9 to 13, 2011, in Leipzig, Germany.
31. A trust account was introduced by "We are Church", where people can park their church member fee instead of paying it directly to the diocese. In Austria the churches legally prescribe an annual fee to their members. To pay the fee to the trust account is offered as a sign of protest alternatively to simply leave the church.
32. 4 issues of our news letter "Wir sind Kirche" (We are Church). In cooperation with the Julius-Morel-Funds for a renewal of the church in every edition of the magazine a paper with theological contents appears.

- 33.
34. In our news letter "Wir sind Kirche" ("We are Church") No. 64 from December 2009 we have published a German translation of the document "The Church and the Ministry" which has been edited by the Flemish Dominicans succeeding a similar paper of the Dominicans in the Netherlands from 2008 and which encourages communities to celebrate Eucharist even if there is no ordained priest available.
35. Several press releases.

Events in the Austrian Church

36. May 01 to May 03, 2009: Meeting of the European Base Communities in Vienna.

Looking Forward to 2010: Activities and Events Planned By "We are Church"

37. *June 18 to 20, 2010: Conference "Für eine Kirche mit Zukunft – Eckpunkte für eine menschenrechtskonforme Kirchenverfassung" ("For a Church With Future – Corner stones for a church constitution in accordance with human rights") in Batschuns, concerning the basics of a democratic constitution for the Catholic Church: basic rights, participation in decision making, separation of powers, due process. As speakers we expect: Dr. Heribert KOECK, DDr. Gotthold HASENHUETTL, Dr. Daniel KOSCH, Dr. Wilhelm REES, Lonard SWIDLER, Ph.D., S.T.L., LL.D.*

L'assemblée Call To Action de novembre 2009

Call To Action est une fédération américaine regroupant des associations travaillant dans l'esprit de Vatican II. C'est un peu aux Etats Unis ce qu'est Parvis en France.

Délégué par le Réseau Européen Eglises et Libertés et IMWAC (Mouvement international Nous Sommes l'Eglise) pour présenter le projet Concile 50 j'ai participé à leur « national conference » annuelle du 6 au 8 novembre 2009 à Milwaukee.

La première impression est évidemment la taille américaine : plus de 2.000 participants, 50 stands d'exposition d'associations, allant du stand complet à la simple exposition d'un tableau présentant les activités de l'association avec une table et des documents.

Il faut aussi relativiser : proportionnellement nous serions 400 à Lyon en 2010. Notre ambition est de dépasser largement ce chiffre.

J'ai eu un contact très intéressant avec Jim Fitzgerald, directeur exécutif de Cal To Action et Nicole Sotelo, membre du bureau.

Ils se sont montrés très intéressés par le projet. Le fait qu'ils m'aient consacré 1h1/2 au cours de cette assemblée dont ils avaient la charge assez lourde confirme l'intérêt qu'ils ont exprimé. Nicole m'a proposé de présenter le projet Concile 50 lors de la prochaine assemblée IMWAC USA au printemps prochain.

J'ai eu également des rencontres intéressantes avec Catholic Organizations for Renewal, American Catholic Council, DignityUSA (homosexuels), CORPUS (prêtres mariés) et autres. J'ai eu l'opportunité de présenter le projet au cours d'un atelier d'une centaine de personnes.

Les interpellations dont j'ai été l'objet dans les couloirs après ces différents contacts m'ont confirmé l'intérêt rencontré. Je pense qu'il y a peu de chance de faire venir des étatsuniens à Lyon en 2010. C'est un travail de longue haleine.

Par contre l'objectif de faire venir des américains à Rome en 2015 n'est pas un rêve. Mais pour cela il faut maintenir l'intérêt. J'ai l'intention d'envoyer une lettre d'information de temps en temps aux personnes que j'ai rencontrées là-bas. Je serai très intéressé par les informations qui pourraient m'être transmises et qui pourraient intéresser outre-Atlantique.

Raymond Godefroy